

Terres exploitées, vies exploitées

luttons pour les forêts, la
vie et la justice de genre
dans le Sud global



Coalition
Mondiale des
Forêts



Contenu

Editoriale • 3

Six histoires sur la résilience des communautés

Par Valentina Figuera Martínez

Brésil • 9

les géants de la tech provoquent une catastrophe environnementale et socioéconomique avec la responsabilité climatique comme prétexte

Par Heather Lee

Chine et Indonésie • 13

Du Sumatra au Yunnan : le rôle des échanges transfrontaliers dans le renforcement du leadership des femmes pour la justice forestière

Par Wen Bo et Kim Porter

Paraguay • 17

Le Chaco paraguayen en danger : focus sur Bahía Negra

Par Alhelí González et Sara Montiel

Bolivie • 22

Les impacts socio-économiques et environnementaux de l'expansion de la culture du soja pour les communautés autochtones des basses terres de Bolivie

Par Mario Vargas et Cecilia Peñaranda

Géorgie • 27

Fracturer la terre : le coût humain et environnemental de l'extraction du manganèse en Géorgie

Par Nino Beridze

Népal • 31

Déplacements et résistance : le peuple Chepang s'oppose aux industries extractives du Népal

Par Bhola Bhattarai, Shova Neupane, Kiran Kumar Baram et Sumitra Rai

À propos de la Coalition Mondiale des Forêts (GFC)

Nous sommes une coalition féministe internationale regroupant 134 ONG et organisations de peuples autochtones de 75 pays, qui défend la justice sociale et les droits des populations forestières dans les politiques forestières. Le GFC mène des campagnes de sensibilisation conjointes sur la nécessité de respecter les droits, les rôles et les besoins des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes et des jeunes dans la conservation des forêts, ainsi que sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la déforestation.

Remerciements

Équipe éditoriale : Andrea Echeverri, Ismail Wolff, Megan Morrissey, Oli Munnion et Valentina Figuera Martínez

Rédacteurs : Ismail Wolff, Megan Morrissey, Oli Munnion et Valentina Figuera Martínez

Traducteurs : Antoine Scherer, Corina Clemente, Gaëlle LeGauyer, Janaina Uemura, Mathilde Craker, Megan Morrissey et Patricia Puechagut

Conception graphique : Oli Munnion

Photo de couverture : Une femme de la communauté indigène Yshir, au Paraguay, porte un panier destiné à la vente. Photo d'Elisa Marecos et Sandino Flecha.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de Women Engage for a Common Future (WECF) par l'intermédiaire de la Green Livelihoods Alliance (GLA), financée par le ministère néerlandais des Affaires étrangères. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Global Forest Coalition et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions du donateur.

Faire un don et partager

Vous pouvez faire un don à GFC ici.



globalforestcoalition.org



globalforestcoalition.org/photography



[@globalforestcoalition](https://www.facebook.com/globalforestcoalition)



[@gfc123](https://twitter.com/gfc123)



[global.forest](https://www.instagram.com/global.forest)

Six histoires sur la résilience des communautés

Par **Valentina Figuera Martínez**, Coalition mondiale des forêts, Brésil



Les écosystèmes forestiers du nord de Sumatra, en Indonésie, sont étroitement liés au patrimoine indigène et à l'économie locale. **EPN**

Le monde fait face à des menaces grandissantes - des conflits géopolitiques aux événements climatiques et aux génocides en cours - alors que les mouvements à la base et les organisations de la société civile continuent à se battre contre des inégalités profondément enracinées. Les oppressions en matière de genre et le colonialisme continuent à maintenir une structure violente fondée sur l'accumulation de richesses, décimant les écosystèmes et les communautés forestières. Le consensus est accablant : le temps est compté et les transformations systémiques sont cruciales pour faire face aux causes se trouvant à la racine du changement climatique et de la perte de la biodiversité.

Les forêts jouent un rôle crucial dans [la régulation du climat](#), [l'augmentation de la vapeur atmosphérique](#) et la subsistance des communautés humaines et des habitats des espèces végétales et animales terrestres, mais elles sont menacées partout dans le monde. Pendant ce temps, les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, et les entreprises et les économies axées sur l'exportation continuent de détruire la biodiversité par des activités polluantes, la déréglementation environnementale et des incitations perverses telles que les subventions gouvernementales. Il est clair que le capitalisme mondial, avec son modèle de croissance économique illimitée et ses fausses solutions au changement climatique, a causé tellement de dommages environnementaux que des écosystèmes comme l'Amazonie atteignent le point de non-retour [\[article en anglais\]](#).

Au sein des écosystèmes terrestres, 3 à 14 % des espèces connues risquent fortement de disparaître [\[rapport de synthèse du GIEC, en anglais\]](#) si le réchauffement climatique atteint 1,5 °C, à moins que des mesures rapides ne soient prises pour enrayer le changement climatique et la perte de biodiversité. Ces

crises - jumelles - sont exacerbées par [l'influence des entreprises transnationales](#), des organisations philanthropiques privées et des pays friands d'exportation sur les processus politiques internationaux. Depuis le début de ce siècle, l'agriculture permanente, les incendies de forêt et l'exploitation forestière sont responsables de 87 % de la perte de couverture forestière [\[pied de page en anglais\]](#). Les entreprises et les élites sont à l'origine de la destruction des forêts, des savoirs traditionnels, des moyens de subsistance et des communautés forestières, mais elles continuent pourtant de dominer les arènes internationales et les espaces décisionnels qui prétendent

*Dans ces mots des esprits ont pris racine
En forme d'écailles de poisson, de serpent, de fruits,
D'animaux,
De fibres tissant les histoires des peuples et des communautés
Qui vénèrent la terre, la rivière...
Nous n'avons jamais été séparés de la terre, des rois vautours,
des arômes,
Jamais séparés non plus des mots sacrés ni du passé ni
Du présent qui s'unissent chaque jour.*

Tudruá Dorrico, Ecosystema dos Deuses

rechercher la durabilité environnementale. Elles décident de notre avenir et laissent les peuples qui ont historiquement protégé les biens communs naturels dans une situation de dépossession massive et d'inégalité cruelle.

Les paroles de la militante écologiste et leader autochtone Berta Cáceres [\[vidéo en espagnol avec sous-titre en anglais\]](#) restent d'actualité, non pas comme une rhétorique essentialiste, mais comme un fait incontestable : « Nous devons libérer notre conscience du capitalisme rapace, du racisme et du patriarcat qui ne feront que nous faire aller vers notre propre

autodestruction ». Les voix - de plus en plus fortes - des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes dans toute leur diversité, des personnes de genre divers, des peuples d'ascendance africaine et des jeunes qui luttent contre les inégalités sociales, l'extractivisme et la destruction de l'environnement continueront de résonner tant que nos droits, nos territoires, nos moyens de subsistance, nos connaissances traditionnelles, nos cosmovisions et nos corps seront menacés. Nos paroles, ancrées dans les esprits ancestraux, dans la recherche fondée sur des preuves et dans les épistémologies du Sud, laissent un héritage de résistance, de résilience, de culture politique et de transformation pour protéger les écosystèmes forestiers et la vie naturelle qui subsistent dans le monde.

Ce numéro de *Forest Cover*, qui contient des articles rédigés par les groupes membres de la Coalition mondiale des forêts dans six pays, vise à politiser le débat environnemental à l'aide de conclusions tirées sur le terrain, dans un moment de troubles politiques où des décisions immédiates doivent être prises pour créer des territoires exempts d'extractivisme, d'exploration de combustibles fossiles et d'agro-industrie. Nous mettons ici en avant les voix des personnes les plus touchées par

les plantations industrielles de monoculture d'arbres, l'expansion de l'agro-industrie et les industries extractives. Dans les endroits décrits par des articles provenant du Brésil, de Bolivie, de Chine, de Géorgie, d'Indonésie, du Népal et du Paraguay, les forêts sont considérées comme des sources de matières premières à décimer, piller et contrôler, à l'instar du corps des femmes dans un dualisme hiérarchique, suivant les notions de l'ancien modèle classique de l'extractivisme colonial.

Les articles présentés ici dénoncent un modèle prédateur en voie d'effondrement en examinant les plantations industrielles de monoculture d'arbres et d'autres fausses solutions au changement climatique, aux violations des droits humains, à l'expansion des produits agricoles et à l'extractivisme, en soulignant les impacts différenciés selon le genre de ces questions. L'objectif de la recherche est de mettre en évidence l'impact des industries extractives et des intérêts des entreprises sur les forêts, la biodiversité et les communautés, en se concentrant sur la manière dont les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes dans toute leur diversité et les jeunes résistent aux menaces et aux pressions actuelles grâce à la résilience communautaire.

Notre approche pour évaluer les impacts différenciés en fonction du genre

Les cas présentés ici nous aident à comprendre comment l'extractivisme, les plantations industrielles de monoculture d'arbres et l'agro-industrie (incluant la production animale non durable) affectent les personnes titulaires de droits, leurs moyens de subsistance et leurs connaissances traditionnelles, et constituent un obstacle à la réalisation d'un changement transformateur pour sauver la planète. Les articles ont été élaborés à l'aide de [critères méthodologiques](#) visant à documenter les impacts sur les forêts et les communautés différenciés en fonction du genre, en partant du principe que les politiques qui définissent l'organisation, la production et la consommation de la société, ainsi que les effets de la déforestation, de la dégradation des forêts et du changement climatique causés par le modèle économique actuel, accélèrent le déclin de toutes les formes de vie et sont une conséquence des héritages coloniaux dans les pays du Sud.

Cette méthodologie sur le genre vise à promouvoir les épistémologies du Sud, en remettant en question les systèmes de connaissances eurocentriques et en mettant

Les dirigeants indonésiens et chinois, à l'avant-garde de la protection des communautés et des forêts, se rencontrent dans le nord de Sumatra, en Indonésie. **EPN**





Au Mato Grosso do Sul, au Brésil, Suzano a converti une grande partie de la forêt indigène du Cerrado en plantations d'eucalyptus au cours de la dernière décennie. **Orin Lanegelle/GJEP**

des connaissances des femmes dans toute leur diversité, des personnes de genre divers, des jeunes, des peuples autochtones et des communautés locales, face aux causes directes de la déforestation, du changement climatique et des violations des droits humains.

Elle a été élaborée à partir d'outils d'évaluation de l'impact sur le genre et de lignes directrices pour l'analyse de genre afin de soutenir l'intégration des approches de genre et d'intersectionnalité en fonction des contextes locaux, régionaux et nationaux. Nos membres ont utilisé cet outil comme base pour créer leurs propres critères méthodologiques en matière de genre, cartographier la collecte de données, mesurer les réalisations et les défis, et soutenir leur engagement en faveur de la décolonisation des connaissances.

Six cas issus de paysages forestiers critiques dans les pays du Sud

Le premier article, rédigé par le **Global Justice Ecology Project (GJEP)**, expose les effets des plantations d'eucalyptus sur l'eau, la santé, la souveraineté alimentaire et les

dans une communauté quilombola de Volta Miúda, Caravelas, dans l'état de Bahia, au Brésil. Des entreprises telles que Suzano sont responsables d'une dévastation écologique massive dans la région et continuent de pulvériser du glyphosate, menaçant ainsi la biodiversité.

De plus, les menaces nouvelles et irréversibles liées à l'utilisation d'eucalyptus génétiquement modifiés (également appelés OGM) inquiètent la communauté et les experts. Dans une décision historique et dévastatrice, le Brésil est devenu le premier pays au monde à approuver la plantation commerciale d'arbres génétiquement modifiés après avoir accordé à Suzano l'autorisation de planter commercialement des eucalyptus génétiquement modifiés.

Suzano prévoit d'étendre ses plantations industrielles en Amazonie brésilienne et dans le Cerrado, l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité de la planète et un puits de carbone essentiel. Si l'expansion des arbres GM se poursuit, elle affectera non seulement l'équilibre écologique et social des biomes brésiliens, mais ouvrira également la porte à la propagation de cette dangereuse menace vers d'autres pays de la région. Dans

un appel mondial à exiger des solutions climatiques, à rejeter le greenwashing des entreprises et à adopter l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, les connaissances traditionnelles et la protection des forêts par les communautés.

Le deuxième cas, partagé par **Environmental Paper Network (EPN) Chine**, met en lumière la question urgente des plantations de bois à pâte à papier et leurs similitudes en Chine et en Indonésie. Les investissements chinois et la demande intérieure croissante de papier ont entraîné une expansion rapide de la pâte à papier en Indonésie, détruisant de vastes zones de forêt tropicale. Une grande partie des impacts sociaux et environnementaux causés par cette expansion rapide ont été produits par les entreprises manufacturières Asia Pulp and Paper (APP) et Asia Pacific Resources International Limited (APRIL), qui ont des liens étroits avec la Chine. Les échanges entre les militantes et les activistes chinoises et indonésiennes documentés dans l'article ont permis de mieux comprendre comment les investissements et la consommation chinois nuisent aux forêts indonésiennes, et ont renforcé les efforts locaux pour lutter contre ces menaces grâce à des solutions communautaires.

Au Paraguay, le cas présenté par le **Heñói Centro de Estudios** montre comment le district de Bahía Negra, situé à l'extrême nord du Chaco paraguayen, près de la frontière avec la Bolivie et le Brésil, est devenu le principal centre d'expansion du capitalisme extractif. L'agro-industrie représente une menace pour la faune, les écorégions et les communautés locales, en particulier les femmes rurales et autochtones.

L'expansion de l'élevage industriel et de l'agriculture mécanisée (soja, maïs, sorgho, coton et pâturages) a un coût socio-environnemental très élevé. Cela se traduit par une augmentation de la déforestation, une perte de biodiversité et le déplacement des peuples autochtones du Chaco, dont les droits sur leurs territoires ancestraux sont menacés. Dans ce contexte, le gouvernement continue de céder des terres soumises à la réforme agraire à des accapareurs locaux, tandis que se poursuit un cycle violent de dépossession, d'appauvrissement, d'exclusion sociale, d'injustices basées sur le genre et de violence étatique.

Le cas du Paraguay met en lumière la réalité vécue par la communauté locale, la situation des droits des femmes autochtones et rurales. L'article appelle à prendre des mesures immédiates pour garantir des

politiques publiques et des cadres réglementaires socio-environnementaux qui assurent l'égalité des genres, le respect des droits humains et des connaissances traditionnelles, ainsi que l'arrêt de l'expansion de ces activités destructrices dans le pays.

De même, l'article du **Centro de Investigación y Promoción del Campesinado (CIPCA)** de Bolivie expose une réalité dévastatrice : la production de soja connaît une expansion rapide et cause des dommages environnementaux depuis les années 1970. La demande internationale croissante de produits agricoles incite le gouvernement bolivien à mettre en place des mesures incitatives perverses, notamment une politique nationale visant à soutenir la production non durable de soja dans les départements de La Paz et de Beni, pour un montant de 43 millions de dollars US, qui sera mise en œuvre entre 2025 et 2030.

De plus, rien qu'en 2024, les incendies de forêt en Bolivie ont détruit 12,6 millions d'hectares, dont 60 % étaient des forêts, battant tous les records de la pire saison des incendies jamais enregistrée et brûlant une superficie deux fois plus grande que les Pays-Bas. Cette réalité sans précédent a non seulement causé des ravages écologiques massifs et une perte de biodiversité dans un

contexte extractiviste déjà compliqué, mais a également exercé une pression supplémentaire sur les femmes autochtones et rurales qui en subissent les conséquences de manière disproportionnée.

Les terres légalement reconnues des peuples autochtones et des communautés locales en Bolivie sont confrontées à une menace croissante : des portions importantes de ces territoires sont illégalement « louées » à des tiers, malgré leur statut juridique de propriété collective et inaliénable des communautés autochtones. L'avancée de la frontière agricole oblige les communautés locales à signer des « accords » visant à convertir ces terres légalement reconnues à la production agro-industrielle, ce qui entraîne la déforestation, des inégalités entre les genres et des violations des droits humains.

Des femmes autochtones et rurales qui résistent à l'expansion des agro-commodités en Amérique du Sud aux luttes connexes contre les industries extractives en Europe de l'Est et en Asie du Sud, les cas présentés dans ce numéro de Forest Cover exposent des réalités similaires dans des contextes différents. Ces cas mettent en évidence la nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels du système économique actuel axé sur les exportations, qui incite les pays

Ferme d'élevage dans le Chaco paraguayen. **Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói**

« L'objectif de la recherche est de mettre en évidence l'impact des industries extractives et des intérêts des entreprises sur les forêts, la biodiversité et les communautés, en se concentrant sur la manière dont les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes dans toute leur diversité et les jeunes résistent aux menaces et aux pressions actuelles grâce à la résilience communautaire. »

Valentina Figuera Martínez, Coalition mondiale des forêts





La maison d'une famille indigène Chepang, qui est sur le point d'être démolie en raison de l'expansion minière à Makawanpur, au Népal. **NAFAN**

du Sud à dégrader et à détruire les écosystèmes.

L'article de **l'initiative environnementale locale** de Géorgie, décrit les troubles en cours à Chiatura, dans le centre-ouest du pays, dus à l'exploitation minière incontrôlée du manganèse, qui a dévasté les terres et l'eau, nui à la santé de la communauté et renforcé les inégalités entre les genres, entraînant des émeutes.

Malgré cette réalité, les habitants de Chiatura défendent de plus en plus leurs droits, et leur exemple montre comment un mouvement qui a commencé par un mécontentement parmi les mineurs s'est transformé en manifestations de rue, en grèves de la faim et en actes désespérés, comme se coudre la bouche. L'article montre également comment les habitants de Chiatura attirent l'attention sur l'héritage destructeur de l'exploitation minière du manganèse, qui a enrichi les entreprises mais a appauvri les habitants,

compromis leur santé, violé leurs droits et détruit leurs maisons.

En Géorgie, comme dans de nombreux autres pays dont il est question ici, ce sont les femmes qui subissent le plus lourd fardeau du déclin environnemental et des bouleversements sociaux. Elles sont pour la plupart sans emploi, surchargées de tâches domestiques non rémunérées, et exclues du marché du travail en raison de cette réalité d'inégalités. L'article met néanmoins en évidence une demande urgente : mettre en place une prise de décision qui soit inclusive, sensible au genre et menée par la communauté pour affronter les intérêts des entreprises et aux fissures au sein de notre terre — et de la société.

Les gouvernements et les entreprises promeuvent souvent ce qu'ils appellent « l'exploitation minière responsable », les barrages et les infrastructures à grande échelle comme des « solutions » de

développement. Pourtant, comme le montre le cas présenté par le **National Forum for Advocacy Nepal (NAFAN)** concernant les sociétés minières, ces projets entraînent la dépossession, l'effondrement de l'environnement et l'aggravation des inégalités pour les communautés sur le terrain.

Au Népal, le peuple Chepang, un groupe autochtone vivant dans la chaîne montagneuse accidentée du Mahabharat, est confronté à la destruction de ses terres par des entreprises minières qui continuent leur exploitation sans consentement libre, préalable et éclairé (CLIP). Le rapport explore en particulier le cas de l'usine Huaxin Cement Narayani à la frontière entre Dhading et Chitwan, une entreprise sino-népalaise. Les conséquences ont été dévastatrices : violations des droits humains, conséquences générées et graves dommages écologiques. Mais à côté de ces préjudices, il y a une histoire de résistance communautaire,

« Les forêts ne sont pas des « produits financiers verts » dont la valeur monétaire est attribuée par une main invisible. Les forêts ne sont pas des actifs négociables permettant de compenser les dommages environnementaux ni des fournisseurs de matières premières alimentant l'idéologie du « progrès » et de l'accumulation capitaliste sans fin. »

Valentina Figuera Martínez, Coalition mondiale des forêts



Déforestation dans la municipalité d'Ascensión de Guarayos, en Bolivie, due à l'expansion de la frontière agricole. **Mario Vargas/CIPCA**

menée dans de nombreux cas par les femmes Chepang.

Les Chepang ne sont pas restés silencieux. Ils ont organisé des manifestations, bloqué des routes et intenté des actions en justice pour défendre leurs terres ancestrales. En 2024, les leaders communautaires ont arrêté des camions transportant des pierres provenant du lit de la rivière Manahari. Et, malgré les intimidations de la police, les Chepang ont remporté quelques victoires. À Chitwan, par exemple, les manifestations ont poussé les autorités à suspendre les activités de la carrière Supar/Starline. À Dhading, les habitants poursuivent leurs batailles juridiques pour demander des comptes à Shree Kumari Mata. Dans toute la région, les femmes leaders font entendre leur voix et exigent la reconnaissance des droits fonciers, la protection du patrimoine culturel et une véritable participation aux prises de décision.

La politique forestière dans le viseur

À l'approche de la 30ème Conférence des Nations unies sur le climat et du Sommet des peuples à Belém, au Brésil, la Coalition mondiale des forêts soutient fermement les revendications urgentes [[déclaration en anglais](#)] des mouvements populaires : l'arrêt des activités extractives, y compris les grandes exploitations agricoles et les plantations industrielles de monoculture d'arbres, la responsabilisation des entreprises et des gouvernements, la justice environnementale et de genre, la reconnaissance des droits, les réparations matérielles et le démantèlement du modèle de croissance économique infinie comme éléments essentiels aux objectifs climatiques et de biodiversité.

Les forêts ne sont pas des « produits financiers verts » dont la valeur monétaire est attribuée par une main invisible. Les forêts ne sont pas des actifs négociables permettant de compenser les dommages

environnementaux ni des fournisseurs de matières premières alimentant l'idéologie du « progrès » et de l'accumulation capitaliste sans fin. Le problème urgent de la déforestation n'est pas une « défaillance du marché » qui peut être corrigée par des mécanismes tels que le [Fonds pour la préservation des forêts tropicales \(TFFF\)](#), une autre fausse solution au problème de la disparition des forêts et du chaos climatique.

Les forêts sont des écosystèmes vivants complexes qui ont une valeur écologique, culturelle et spirituelle intrinsèque. Elles sont protégées et cogérées depuis des millénaires par les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes dans toute leur diversité et les jeunes, conformément aux lois coutumières et aux pratiques culturelles traditionnelles. C'est dans cet esprit que nous avons conçu Forest Cover 69, qui, nous l'espérons, contribuera à la compréhension des solutions réelles et existantes au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la déforestation. ■

Les géants de la tech provoquent une catastrophe environnementale et socioéconomique avec la responsabilité climatique comme prétextel

Par **Heather Lee**, du Global Justice Ecology Project et de la Campagne pour STOPPER les arbres génétiquement modifiés, Canada

Sœurs dans un camp du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) à Galdino dos Santos, dans l'État d'Espirito Santo, au Brésil. **Orin Langel/GJEP**

Les plantations d'arbres en monoculture destinées à la compensation carbone empiètent sur d'immenses étendues de forêts natives : elles détruisent les écosystèmes, déplacent les communautés et violent les droits humains, en particulier ceux des femmes afro-descendantes. Cet article sur le Brésil révèle comment les géants de la tech sont acteurs de l'expansion de ces plantations et appelle à s'opposer à ces fausses solutions à la crise climatique lors de la COP30 à Belém.

Alors que l'intelligence artificielle (IA), les centres de données et les infrastructures numériques nécessitent des quantités d'énergie toujours plus importantes, les géants de la tech et les multinationales se tournent vers les marchés de compensation carbone pour maintenir une façade de responsabilité climatique. Cela inclut des entreprises comme Microsoft [\[article en anglais\]](#) et Apple, qui compensent leurs émissions de gaz à effet de serre en [achetant des crédits carbone issus de plantations d'eucalyptus au Brésil](#).

Ces plantations industrielles d'arbres se développent rapidement sous l'impulsion de sociétés comme Suzano [\[page de l'entreprise en anglais\]](#), le plus grand producteur mondial de pâte à papier. Présentées comme des solutions climatiques, ces plantations marchandisent la nature tout en détruisant les écosystèmes, en déplaçant les communautés et en engendrant des violations des droits humains [\[article en anglais\]](#).

La façon dont on calcule le carbone stocké dans ces plantations est, par ailleurs,

contestable. Les immenses quantités de carbone libérées par la coupe rase des forêts natives pour faire place aux plantations ne sont pas prises en compte, alors que les forêts natives sont bien plus riches en carbone et en biodiversité. Résultat : des arbres plantés en rangées parfaites, optimales pour la récolte mécanique et l'épandage d'herbicides, dans un environnement totalement dépourvu de biodiversité — malgré tout cela, les entreprises acheteuses de crédits peuvent se présenter à tort comme « vertes » et « neutres en carbone ».

Ces plantations d'arbres sont en réalité de fausses solutions au changement climatique, car elles ne font rien pour enrayer la déforestation et peuvent même entraîner la destruction de forêts naturelles. Elles renforcent aussi un système économique patriarcal et dominé par les multinationales, qui opprime les femmes dans toute leur diversité, les peuples autochtones et les communautés rurales.

Impacts genrés et coloniaux des plantations industrielles d'arbres

Le phénomène des plantations d'arbres en monoculture est peut-être relativement récent mais il continue d'alimenter les spoliations. Il s'inscrit dans la lignée des accaparements coloniaux de terres dont la racine est le contrôle patriarcal des ressources. Au Brésil, la question est hautement politique : le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, MST) récupère des champs de plantations pour y installer des paysans sans terre. Mais les immenses plantations de sociétés comme Suzano menacent toujours les modes de subsistance, les pratiques culturelles et la santé des communautés quilombolas et des autres populations dépendantes de la forêt, y compris les peuples autochtones qui comptent sur des forêts intactes et des pratiques agroécologiques pour leur souveraineté alimentaire, leur identité culturelle et leur survie.

En 2023, la [Campagne pour STOPPER les arbres génétiquement modifiés](#),

coordonnée par le [Global Justice Ecology Project \(GJEP\)](#), a envoyé une [délégation au Brésil](#) pour collaborer avec les communautés et recueillir des témoignages sur les effets des plantations d'eucalyptus sur l'eau, la santé, les systèmes alimentaires et la survie culturelle.

Célio Leocadio, leader d'une communauté quilombola de Volta Miúda, Caravelas (Bahia) déclare que les plantations d'eucalyptus dans l'Espírito Santo et le Bahia ont eu de graves impacts environnementaux et socioéconomiques : « Ils ont enlevé la couverture végétale native et tous les nutriments du sol. Ici, les gens faisaient de l'agroforesterie, utilisaient des cultures de couverture et laissaient la terre se reposer — mais avec l'eucalyptus, le sol n'a plus de repos. Ce modèle de plantations, sans aucune exigence environnementale de la part de nos gouvernements nationaux et mondiaux, rend notre vie extrêmement difficile en tant que société, surtout pour les peuples dépendants de la forêt et les peuples autochtones. »

Plusieurs des communautés du MST que nous avons rencontrées menaient également d'importants travaux agroécologiques, comme la formation de la population locale à la culture alimentaire biologique. Les travaux agroécologiques et agroforestiers des [communautés quilombolas sont gravement affectés](#) par les pénuries d'eau, la destruction des écosystèmes de plantes médicinales essentielles aux savoirs traditionnels, et l'affaiblissement des sources alimentaires locales. Les communautés sont aussi exposées aux produits agrochimiques des plantations d'arbres, dont le glyphosate [\[article en anglais\]](#), qui a été lié à divers problèmes de santé, notamment le risque accru de cancer [\[article en anglais\]](#). Les femmes, en tant que gardiennes de l'eau, de la santé et de la subsistance familiale, subissent de plein fouet ces impacts.

Des femmes du village quilombola Angelim II, une communauté matriarcale entourée de plantations d'eucalyptus et de cannes à sucre, ont témoigné auprès de nous [\[vidéo en anglais\]](#) des impacts des produits agrochimiques utilisés par Suzano sur leur

environnement. Elles nous ont raconté qu'elles ne pouvaient plus vendre leurs produits comme des produits biologiques et qu'une grande partie de leurs animaux étaient tombés malades ou étaient morts suite à l'épandage d'herbicides par des drones. Elles ont aussi indiqué que les drones de surveillance utilisés par Suzano mettaient à mal leur vie privée et leurs foyers.

Les nouvelles menaces irréversibles des arbres génétiquement modifiés

Les communautés rurales brésiliennes font désormais face à une menace encore plus grande : les eucalyptus génétiquement modifiés. Dans une décision historique et dévastatrice, le Brésil est devenu le premier pays au monde à autoriser la plantation commerciale d'arbres génétiquement modifiés (arbres OGM), après avoir accordé à Suzano l'autorisation de planter commercialement des eucalyptus génétiquement modifiés [liste officielle, [en portugais brésilien](#), des espèces d'arbres

Machine de récolte en fonctionnement dans une plantation d'eucalyptus. **Anne Petermann/GJEP**

« Ces vastes plantations n'hébergent aucune espèce sauvage, et la seule biodiversité qu'on y trouve se résume aux fourmis et aux termites »

Anne Petermann, directrice générale de la Campagne pour STOPPER les arbres génétiquement modifiés





« Ils ont enlevé la couverture végétale native et tous les nutriments du sol. Ici, les gens faisaient de l'agroforesterie, utilisaient des cultures de couverture et laissaient la terre se reposer — mais avec l'eucalyptus, le sol n'a plus de repos. »

Celio Leocádio, leader d'une communauté quilombo de Volta Miúda

Le militant quilombola Célio Pinheiro Leocádio tient un semis d'eucalyptus près d'une plantation d'eucalyptus récemment récoltée et replantée. **Orin Langelle/GJEP**

génétiquement modifiées approuvées par le gouvernement brésilien]. Ces arbres sont conçus pour résister à des herbicides toxiques comme le glyphosate, tuer des insectes (y compris les pollinisateurs) et pousser rapidement. Certains combinent même ces trois caractéristiques, ce qui est particulièrement alarmant.

Moisés Savian, du ministère brésilien du Développement agricole, a identifié les intérêts corporatifs comme la force motrice [vidéo en anglais] derrière la promotion de l'eucalyptus OGM : « Il n'y a aucun sens à avoir un eucalyptus transgénique associé au glyphosate. Tout cela est bien plus lié aux intérêts commerciaux des multinationales qui veulent vendre des herbicides ».

Ces arbres OGM vont augmenter l'utilisation de produits agrochimiques, menacer la biodiversité et fragiliser les systèmes hydriques. Le problème ne fait que s'aggraver : Suzano prévoit d'étendre ses plantations en Amazonie et dans le Cerrado [article en anglais], deux des écosystèmes les plus biodiverses de la planète et des puits de carbone essentiels. Le producteur de pâte à papier a désigné

la région amazonienne comme l'une de ces zones « envahies par les mauvaises herbes » nécessitant des arbres OGM résistants aux herbicides, ce qui soulève de graves préoccupations écologiques et sociales.

Elvis Huni Kui, de la Fédération du peuple Huni Kai de l'état d'Acre (Brésil), a déclaré lors d'une [conférence de presse du GJEP à la COP 16 de la CDB](#) : « Les arbres OGM pourraient absolument détruire l'équilibre de l'écosystème amazonien... c'est un couteau à la gorge de nos forêts tropicales... la survie même de l'Amazonie est en jeu ».

Suzano construit également la plus grande usine de pâte à papier du monde dans une petite ville de l'état du Mato Grosso do Sul. Le projet menace de causer des dommages graves aux habitats naturels, à la biodiversité, à l'eau et à l'air, et de provoquer un afflux massif de population. Les 10 000 travailleurs [article en portugais brésilien], majoritairement logés dans des camps de travailleurs masculins à proximité, [augmentent aussi le risque de violences envers la population locale](#), en particulier les femmes.

Répercussions régionales et mondiales

L'autorisation des arbres OGM au Brésil met en danger les forêts et les populations du pays, mais ouvre aussi la voie à une commercialisation massive et à une diffusion à grande échelle des arbres OGM en Amérique latine. De vastes plantations d'eucalyptus sont déjà établies en Argentine, Colombie, Chili, Paraguay, Uruguay et Venezuela [article en anglais]. Les traits OGM des arbres plantés au Brésil pourraient se propager aux espèces d'eucalyptus naturelles dans toute la région, menaçant la biodiversité transfrontalière et l'intégrité territoriale des communautés autochtones et locales.

Comme l'explique [Gustavo Ulcué Campo](#) de la communauté Nasa de Colombie et de la Commission nationale des territoires autochtones (CNTI) : « Les arbres OGM menacent le mode de vie, les savoirs ancestraux et les systèmes alimentaires des peuples autochtones. Défendre nos territoires, c'est défendre la vie ! »

Violation des droits et mise sous silence des savoirs autochtones

L'ingénierie génétique des arbres est une technologie dangereuse, non testée et irréversible. Les arbres OGM perpétuent une pensée coloniale : imposer des solutions technocratiques et commerciales au mépris des savoirs autochtones et de l'équilibre écologique. Il existe aussi des défis fondamentaux concernant l'évaluation des risques des arbres OGM, en raison des différences de perspective écologique.

Tom Goldtooth, de l'Indigenous Environmental Network (Réseau environnemental autochtone) considère les arbres OGM comme une violation du vivant et du savoir des peuples autochtones : « Il s'agit là d'une mentalité coloniale où la connaissance est prédatrice des propriétés du vivant. Quand nous parlons de nos droits, nous parlons aussi des forêts ».

La manipulation génétique peut entraîner des changements involontaires et imprévisibles dans l'ADN, les traits et le comportement des arbres, qui peuvent ne pas être détectés lors des tests initiaux et causer des dommages graves à long terme. La généticienne Dr Ricarda Steinbrecher, une scientifique indépendante travaillant avec EcoNexus et la Fédération des scientifiques allemands a [averti en 2023](#) : « Les risques liés aux

arbres OGM sont extrêmement élevés pour la biodiversité, les populations locales, l'écosystème global et le climat ».

Les arbres OGM pourraient aussi être intégrés à de fausses solutions comme le mécanisme REDD+ et les marchés de compensation carbone, renforçant les menaces pesant sur les communautés en augmentant encore l'intérêt pour cette technologie risquée. À l'heure actuelle,

« Il s'agit là d'une mentalité coloniale où la connaissance est prédatrice des propriétés du vivant. Quand nous parlons de nos droits, nous parlons aussi des forêts ».

Tom Goldtooth,
Indigenous Environmental Network

l'entreprise Living Carbon fabrique des arbres capables de résister à la décomposition pour potentiellement « stocker du carbone » de façon permanente pendant que d'autres manipulent la lignine (le composant résistant et ligneux permettant aux arbres d'être rigides et de ralentir leur décomposition) pour les biocarburants, ce qui altère l'essence même des arbres et transforment leur relation à leur écosystème.

En 2024, Casey Camp-Horinek, ambassadrice environnementale de la nation Ponca [se pose la question](#) : « Qui

est fou [et] hideux au point de prendre la graine de cet individu et de la modifier de quelque manière que ce soit, comme le permettent ces laboratoires ? Il est douloureux de voir comment ces humains inventent de fausses solutions à ce qu'ils ont créé — ce qu'ils appellent le changement climatique ».

Le Brésil doit être tenu responsable — Il est temps d'agir

L'autorisation des arbres OGM au Brésil viole le moratoire de facto de 2008 de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. Aucune étude indépendante à long terme ne prouve l'innocuité des arbres OGM, et les généticiens soulignent que de telles études sont probablement impossibles. Alors que le Brésil se prépare à accueillir la COP30 en novembre 2025, [nous ne devons pas permettre que les arbres OGM deviennent une « solution » climatique acceptable](#).

La justice climatique doit placer au centre [les droits et les revendications](#) des femmes dans toute leur diversité, des peuples autochtones et des communautés de première ligne. Les solutions climatiques doivent s'opposer à l'écoblanchiment des multinationales et embrasser l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, les savoirs traditionnels et la protection des forêts menée par les communautés. ■

Angelim II est une communauté quilombola d'Espírito Santo, au Brésil, entièrement entourée de plantations d'eucalyptus et de canne à sucre. [Orin Langelle/GJEP](#)



Chine et Indonésie

Du Sumatra au Yunnan : le rôle des échanges transfrontaliers dans le renforcement du leadership des femmes pour la justice forestière

Par **Wen Bo y Kim Porter**, Environmental Paper Network (EPN), Chine et États-Unis

Les participants découvrent comment les concessions forestières ont affecté les communautés autochtones, en particulier les femmes, dans le nord de Sumatra, en Indonésie. EPN

Il y a une vingtaine d'années, des femmes de Chine et d'Indonésie se rencontrent pour la première fois à Sumatra : elles réalisent alors à quel point les luttes qu'elles mènent pour la protection des forêts sont interconnectées. Ce qui a commencé comme un échange d'histoires et de stratégies a évolué jusqu'à se transformer en un puissant réseau dirigé par des femmes, unissant des leaders de la base par-delà les frontières pour faire face aux industries destructives, pour influencer les investisseurs et pour faire grandir la solidarité pour la justice forestière.

En 2006, Zhang Huiying, alors chargée de programme au Centre d'écologie de Wuhu dans l'est de la Chine, part en mission d'exploration à Sumatra, en Indonésie, pour enquêter sur les impacts environnementaux d'une plantation de bois à pâte à papier. « La dévastation que j'ai vue était choquante », a-t-elle déclaré plus tard. « Mais la détermination des femmes locales à protéger leurs forêts m'a montré que nos luttes étaient liées. Nous devons agir ensemble ».

Cette mission, organisée par Environmental Paper Network (Réseau environnemental du papier, EPN) et rendue possible grâce à l'engagement des partenaires indonésiens, a marqué la première rencontre entre des femmes leaders de la base, de Chine et d'Indonésie. Ce fut le début d'une collaboration durable, au cours de laquelle des femmes des deux pays ont partagé des stratégies, soutenu les campagnes les unes des autres et affronté certaines des entreprises les plus puissantes de l'industrie de la pâte à papier et du papier au monde.

Aux racines des liens

Ce voyage à Sumatra en 2006 était motivé par des menaces pressantes. Les investissements chinois ainsi qu'une

demande domestique croissante de papier stimulaient l'expansion rapide de la production de pâte à papier en Indonésie, détruisant au passage de vastes zones de forêt tropicale. Cette expansion était principalement dirigée par les entreprises Asia Pulp and Paper (APP) et Asia Pacific Resources International Limited (APRIL), dotées de liens étroits avec la Chine.

« Ce n'était plus une question abstraite de chaîne d'approvisionnement. Il s'agissait maintenant de vraies femmes, de vraies familles, et de notre responsabilité les unes envers les autres »

Ding Jie, directrice éminente du Centre de développement communautaire Wuhu Qingye

Sur place, les délégués chinois, dont Zhang et la militante Ding Jie, ont rencontré des femmes autochtones dont les moyens de subsistance dépendent des ressources forestières comme les arbres à encens. Les délégués ont appris que la conversion par les entreprises de forêts diversifiées en plantations de monoculture d'eucalyptus destinées à la production de pâte à papier avait appauvri la biodiversité, réduit la

disponibilité en eau et forcé les femmes à parcourir des distances de plus en plus longues pour collecter de l'eau potable.

Ces rencontres personnelles ont permis aux militantes chinoises de recentrer leur travail. « Ce n'était plus une question abstraite de chaîne d'approvisionnement » a déclaré Ding Jie, aujourd'hui écologiste et directrice éminente du Centre de développement communautaire Wuhu Qingye dans la province de l'Anhui. « Il s'agissait maintenant de vraies femmes, de vraies familles, et de notre responsabilité les unes envers les autres ».

Construction d'un réseau dirigé par des femmes

À la suite des échanges à Sumatra, EPN a commencé à soutenir des opportunités structurées pour que les militantes chinoises et indonésiennes apprennent les unes des autres. En 2014, des militantes chinoises sont retournées à Sumatra, tandis que des femmes leaders indonésiennes se sont rendues en Chine pour un symposium et un voyage d'étude. Ces échanges ont approfondi la compréhension de l'impact négatif sur les forêts indonésiennes des investissements et de la consommation

chinois, et ont permis aux partenaires indonésiens de mieux saisir comment les ONG chinoises pouvaient sensibiliser la population locale.

Chaque visite combinait observations communautaires et sessions stratégiques. Les femmes documentaient l'exploitation forestière illégale, les dégâts causés par les pesticides sur les arbres à encens, ainsi que les accaparements de terres affectant les communautés ethniques minoritaires. Elles ont également discuté de tactiques — du plaidoyer médiatique à l'engagement des investisseurs — pour engager la responsabilité des entreprises.

Ding Jie a appliqué ces leçons à son propre travail. Elle dirige désormais des projets de développement durable dans des communautés rurales du sud de la Chine [\[article en anglais\]](#), luttant contre le changement climatique avec des solutions pratiques et locales. Réfléchissant à son parcours, elle a déclaré : « Le leadership

signifie avoir une vision prospective, guider des équipes diverses vers la croissance, et embrasser l'inclusivité pour faire progresser le bien-être commun et le développement écologique ».

Relier les luttes à travers les régions

Les défis communs observés par Zhang et Ding étaient profonds. Dans la province chinoise du Yunnan, par exemple, les plantations de bois à pâte, les projets hydroélectriques et l'exploitation minière avaient déplacé des communautés autochtones Miao, Zhuang, Wa, Yi et Dai, érodé la biodiversité et détruit les bassins versants. Les femmes faisaient face à des dynamiques similaires à celles observées en Indonésie : des entreprises puissantes, des évaluations d'impact environnemental insuffisantes et un mépris des droits communautaires.

Ces échanges ont aidé les participantes à reconnaître des schémas dans le comportement des entreprises et à identifier des opportunités de plaidoyer commun. Dans un cas, des activistes chinoises ayant rencontré des récolteuses d'encens à Sumatra ont partagé leurs histoires auprès de financiers chinois, mettant en lumière les impacts genrés des plantations de pâte à papier.

Stratégie et solidarité au Yunnan

En 2017, EPN a organisé une rencontre stratégique à Xishuangbanna, dans le Yunnan, réunissant 40 activistes de 14 pays. Des femmes leaders chinoises et indonésiennes y ont partagé les avancées de leurs campagnes et forgé des alliances avec des participants de toute l'Asie de l'Est, posant les bases d'une collaboration continue, d'échanges de connaissances et d'actions coordonnées sur les questions forestières et environnementales régionales.

L'arbre à encens (*Styrax benzoin*) du nord de Sumatra produit une résine aux usages traditionnels et modernes. Outre sa valeur économique pour les communautés locales, il revêt également une importance culturelle et spirituelle. **EPN**





Les dirigeants indonésiens et chinois rencontrent des membres de la communauté du nord de Sumatra pour discuter de la protection coutumière des forêts et de la défense des droits des autochtones. **EPN**

Cette rencontre a semé les premières graines d'une organisation locale. Une société de préservation de la culture Dai, dirigée par des femmes, est née de cette rencontre, travaillant à protéger la langue locale, les pratiques traditionnelles et le lien profond de la communauté avec la nature. « Notre culture et nos traditions sont tant liées aux forêts tropicales, aux paons et aux éléphants » a déclaré Yu Yinghan, ancienne présentatrice du journal en langue Dai qui a fondé sa propre ONG après avoir été inspirée par les activistes environnementaux rencontrés lors de la rencontre. « J'ai compris que défendre notre culture, c'est aussi défendre nos forêts ».

Apprendre sur le terrain

En 2019, trois femmes leaders d'ONG chinoises — Mao Jing de Snow Alliance au Qinghai, Liu Rongrong du Centre d'écologie Wuhu et Hanna Ye de CDP China — se sont rendues à Sumatra pour visiter la communauté autochtone Nagasribu Onan Harbangan, affectée par les activités de l'entreprise Toba Pulp Lestari. Les organisations locales Lembaga

Pemberdayaan Ekonomi Dan Sosial Masyarakat (LPSEM) Riau [voir leur page en indonésien] et Kelompok Studi dan Pengembangan Prakarsa Masyarakat (KSPPM) [voir leur page en anglais] ont accueilli la délégation, guidée par la leader indonésienne de la conservation Woro Supartinah [voir son profil en anglais sur la page de la Women's Earth Alliance]. Celle-ci a montré comment les plantations d'eucalyptus avaient perturbé la production traditionnelle d'encens et alourdi la charge de travail des femmes au sein des foyers. La visite a permis aux femmes leaders de partager leurs expériences, de constater les impacts de l'expansion de la pâte à papier sur les communautés et de renforcer la solidarité transfrontalière dans le plaidoyer environnemental.

Cet échange fut réciproque : les participantes chinoises virent de leurs propres yeux les dommages subis par les communautés et les efforts de résistance locale, tandis que les hôtes indonésiennes gagnèrent de nouvelles perspectives sur la manière de communiquer leurs luttes aux investisseurs et décideurs chinois.

En repensant à sa visite, Hanna Ye a déclaré :

« Les villageois partageaient comment l'entreprise Toba Pulp Lestari affectait leur vie : des feuilles ne montrant plus signes d'être aptes à la récolte, des pluies saisonnières d'à peine trente minutes provoquant des glissements de terrain... Et alors nous avons vu le contraste frappant entre ces réalités-là et les termes environnementaux plébiscités par le monde développé : COP, REDD, neutralité carbone, traçabilité, schémas de certification. Le fossé entre la politique et la réalité était mis à nu. Ces communautés et les forêts qu'elles protègent sont le véritable fondement de tout progrès environnemental ».

De nouveaux défis et des réponses qui évoluent

Ces dernières années, les menaces pesant sur les forêts tropicales indonésiennes ont pris de l'ampleur et dépassent les seules plantations de pâte à papier pour inclure des menaces liées à l'exploitation minière du nickel et à des projets d'usines portés par des entreprises comme le groupe Djarum, liées aux chaînes d'approvisionnement d'APP

et d'APRIL, souvent financées par des capitaux chinois.

En 2023, Principles for Responsible Investment (Principes pour un investissement responsable, PRI) Chine, une équipe entièrement féminine, et Rainforest Foundation Norway ont organisé un voyage d'étude à Oslo pour des investisseurs chinois. Ce voyage a exposé les participants aux pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) nordiques, afin d'appliquer ces normes aux investissements chinois à l'étranger, y compris en Indonésie. Cette initiative reflète l'évolution des échanges d'EPN : partant de visites communautaires de la base, ils se sont développés en une collaboration transfrontalière engageant les décideurs et les investisseurs, tout en plaçant systématiquement les femmes leaders au cœur du plaidoyer environnemental.

Regarder en arrière, aller de l'avant

Les échanges menés par des femmes entre la Chine et l'Indonésie ont démontré la puissance de la diplomatie à la base. Ils ont surmonté les différences culturelles et politiques, élevé les luttes locales sur la scène internationale et favorisé un leadership à la fois stratégique et profondément ancré dans les réalités communautaires.

En réfléchissant à l'impact, Mao Jing de Snow Alliance a déclaré : « Ces échanges transfrontaliers enrichissent notre compréhension des problèmes de déforestation dont nous n'avons pas beaucoup entendu parler par le passé. Nous pouvons faire beaucoup en Chine pour aider à protéger les forêts tropicales d'Indonésie. Ces forêts nous paraissent désormais beaucoup plus proches ».

De la première rencontre à Sumatra aux sessions stratégiques au Yunnan et aux dialogues avec les investisseurs à Oslo, ces échanges se sont fondés sur la confiance, le respect et un objectif commun. Ils ont également rencontré des obstacles : contraintes de financement, sensibilités politiques et défis pour faire entendre la voix des femmes dans des espaces souvent dominés par les hommes.

Pourtant, comme l'a souligné Zhang Huiying : « Chaque fois que nous rentrons en contact avec quelqu'un, nous semons des graines du changement, qui s'enracinent dans l'espoir et qui poussent en se transformant en solutions. Les racines s'étendent à travers les forêts, à travers les pays, à travers les générations. Nous espérons continuer à bâtir cette force partagée au fil des rencontres, des apprentissages communs, en même temps que nous grandissons ensemble ». ■

L'écologiste indonésien Woro Supartinah dirige une tournée avec des militants chinois et l'EPN pour enquêter sur la destruction de la forêt tropicale à Riau, en Indonésie. **EPN**

« Chaque fois que nous rentrons en contact avec quelqu'un, nous semons des graines du changement, qui s'enracinent dans l'espoir et qui poussent en se transformant en solutions. Les racines s'étendent à travers les forêts, à travers les pays, à travers les générations. »

Zhang Huiying, ancien directeur de programme du Centre écologique de Wuhu



Paraguay

Le Chaco paraguayen en danger : focus sur Bahía Negra

Par **Alhelí González** et **Sara Montiel**, Centro de Estudios Heñói, Paraguay

Aperçu du processus de préparation au changement d'affectation des sols dans le Chaco paraguayen. **Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói**

Situé à l'extrême nord du Chaco paraguayen, le district de Bahía Negra abrite le Pantanal, le Cerrado et le Chaco sec, trois biomes qui concentrent une grande partie de la biodiversité au Paraguay. Cet article examine les conflits socio-environnementaux causés par l'expansion de l'élevage et de l'agriculture extensive, une des causes principales de déforestation et de concentration des terres au Paraguay, en mettant l'accent sur les impacts genrés, ainsi que sur la résistance des femmes et des jeunes issus des communautés autochtones et rurales.

Situé à l'extrême nord du Chaco paraguayen, à la frontière avec la Bolivie et le Brésil, le district de Bahía Negra s'étend sur environ 3 610 000 hectares. Avec environ 2 768 habitants, c'est le territoire le plus vaste et le moins peuplé du pays. Il abrite également trois écorégions essentielles, connues sous les noms de Pantanal, Cerrado et Chaco sec.

A cheval entre le Paraguay, le Brésil et la Bolivie, le Pantanal est la plus grande zone humide du monde. Habité par une grande diversité d'espèces d'oiseaux caractéristiques de la région, mais aussi par plusieurs mammifères en voie d'extinction, et notamment le jaguar, le cerf des marais et une abondante population de caïmans, le Pantanal figure parmi les régions les plus riches en biodiversité sur le continent latinoaméricain.

Cette richesse naturelle est pourtant menacée. La région du Chaco est devenue l'espace principal d'expansion du capitalisme extractiviste, qui représente une menace pour la diversité écologique, les écorégions et les populations locales qui habitent le territoire, en particulier les femmes rurales et autochtones.

Le Chaco abrite une grande diversité d'espèces végétales et animales. Traversé par le fleuve Paraguay, il est composé de zones de forêts sèches, de zones humides, de savanes et de forêts fluviales qui favorisent la connectivité entre différents écosystèmes. Le fleuve a toujours été au cœur de la vie des populations, en tant que

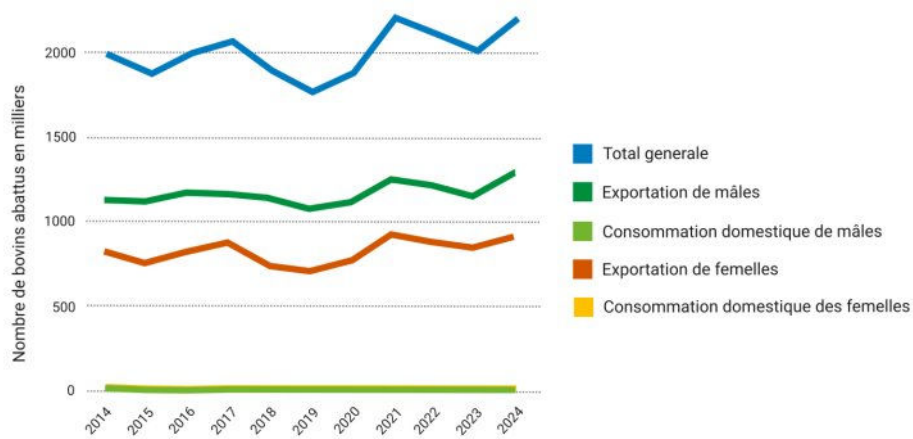
La région du Chaco est devenue l'espace principal d'expansion du capitalisme extractiviste, qui représente une menace pour la diversité écologique, les écorégions et les populations locales qui habitent le territoire, en particulier les femmes rurales et autochtones.

source de nourriture et de revenus, grâce à la vente de poissons aux habitants des villes. Il constitue également l'un des rares moyens de transport accessibles pour les communautés autochtones isolées par le manque d'infrastructures routières.

Les peuples autochtones des nations Yshir et Ayoreo, tout comme la grande branche des

Tupí-Guaraní, se consacrent depuis des temps immémoriaux à la chasse et à la cueillette, leurs moyens de subsistance et modes de vie. Leur lien avec la terre est donc par essence diamétralement opposé à celui qui fonde la tradition et la culture occidentales, car ils ne perçoivent pas la terre comme un puit de ressources, mais comme une source de vie, au même titre que le fleuve. Dans la ville de Bahía Negra, la culture Yshir coexiste avec la culture occidentale, non sans contradictions.

Dans les communautés Yshir, tandis que les hommes se consacrent à la chasse et à la pêche, ou bien travaillent dans des élevages dans des conditions semi-féodales, les femmes prennent soin des tâches domestiques, de la récolte et de l'artisanat, à partir de fibres végétales destinées à la vente. Les relations patriarcales et la division sexuelle du travail sont profondément ancrées dans la culture des communautés, où le leadership incombe principalement aux hommes. Même si la remise en question de la condition subordonnée et de l'oppression des femmes autochtones doit partir de leur propre vision territoriale, il n'en reste pas moins nécessaire de problématiser ces



Graphique 1. Abattage de bovins dans les abattoirs par destination, années 2014-2024. Élaboration propre à partir des données du Secrétariat national de la qualité et de la santé animale (SENACSA, 2024).

relations culturelles sans qu'elles deviennent un instrument de pouvoir destiné à discréditer les sociétés autochtones. La subordination, fondée principalement sur des notions colonialistes qui considèrent les cultures traditionnelles et autochtones comme « sauvages », a de fortes implications dans la vie des femmes et des jeunes filles, et vient renforcer les essentialismes culturels. D'autre part, les injustices de genre au niveau communautaire, ancrées dans le discours de la tradition, entravent la participation politique des femmes et favorisent leur exclusion dans la prise de décision au sein des communautés. Dans ce contexte, il est tout aussi primordial de visibiliser les stratégies mises en place par de nombreuses femmes

autochtones pour questionner les traditions, construire leur propre vision de ce que signifie être une femme sans reproduire les notions hégémoniques et ouvrir des espaces de participation communautaire plus justes.

Ce territoire présente par ailleurs une grande complexité, car plusieurs axes d'extraction y convergent, allant de l'élevage industriel et des explorations prospectives pour l'exploitation minière, en particulier du lithium, des hydrocarbures et du gaz naturel, au déploiement de capitaux immobiliers et d'infrastructures pour l'agrobusiness, dans le but de transformer le district de Bahía Negra en un pôle logistique entrepreneurial et un point stratégique lié à la route bio-océanique,

qui reliera l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, afin de faciliter le transport des marchandises agricoles et minières.

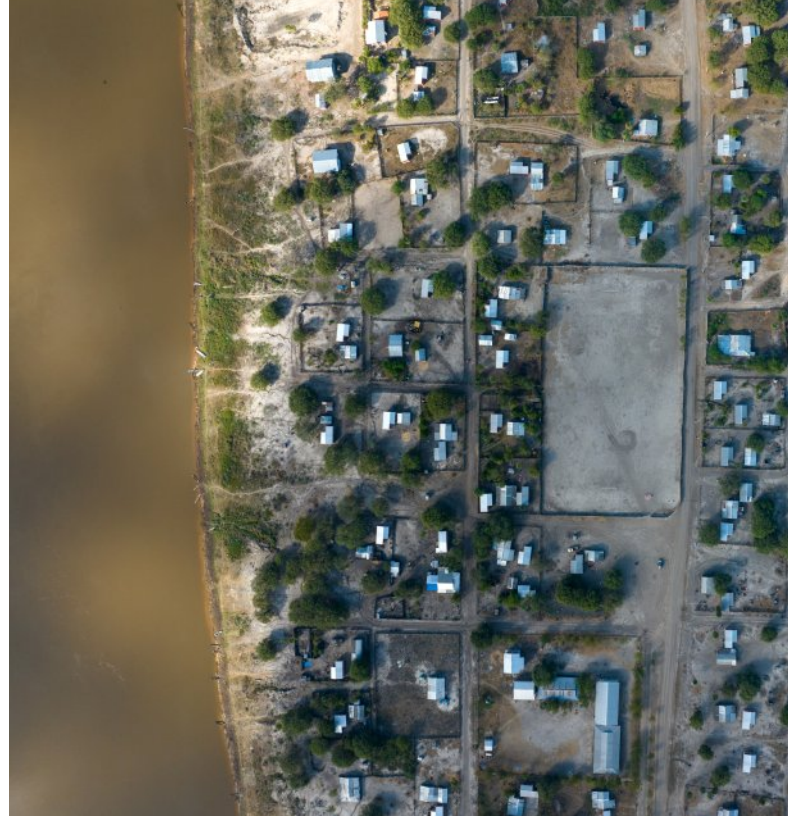
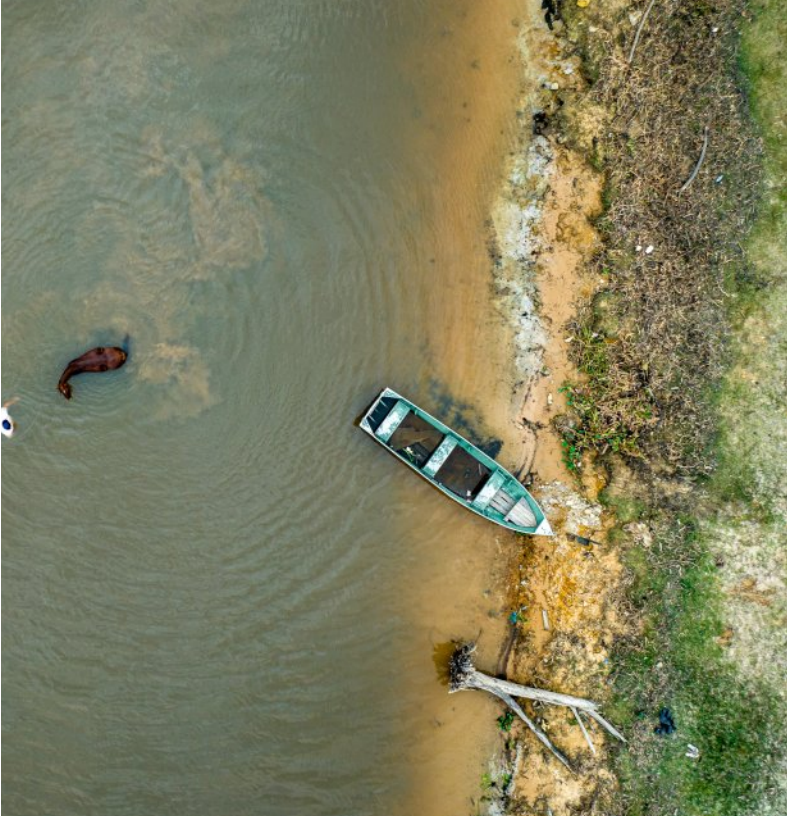
Pour les habitants de Bahía Negra, qui vivent sur les rives du fleuve Paraguay, l'un des principaux cours d'eau de la région, la vie quotidienne se déroule entre l'eau et les forêts déjà rares. Le fleuve est source de vie pour les communautés autochtones, qui, à l'instar des Yshir Ybytoso, ont habité ces terres bien avant que le Paraguay ne se constitue comme État-nation. Aux côtés des Yshir, se trouvent également les communautés appartenant au [peuple Ayoreo](#), seule communauté en isolement volontaire de la région, dont la vie et la culture sont [menacées par l'avancée de la frontière agricole et de l'élevage](#) liés à l'agrobusiness.

L'offensive extractiviste sur le territoire

Depuis le boom des matières premières agricoles au début des années 2000, le Chaco a connu de profondes transformations sociales et territoriales. Axée sur l'exportation, l'économie paraguayenne repose en grande partie sur l'élevage, qui tient une place assez importante dans la structure productive.

Vue aérienne de Bahía Negra (à gauche) et du fleuve Paraguay (à droite), dans l'écoterritoire du Pantanal, dans le Chaco paraguayen. *Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói*





Un pêcheur baignant son cheval dans le fleuve Paraguay (à gauche) et une vue aérienne de la capitale du district de Bahía Negra (à droite). *Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói*

Le Paraguay occupe la dixième place parmi les plus grands exportateurs mondiaux de viande bovine et a **terminé l'année 2024 avec un record d'exportations**, en hausse de 11,9 % par rapport à 2023. En 2024, la valeur totale de la viande exportée par le Paraguay s'élevait à 2 439 336 476 dollars américains. Le Chili est la principale destination de ces exportations. **Selon les registres du Service national de la qualité et de la santé animale (SENACSA)** environ 2 213 203 têtes de bétail ont été abattues en 2024, dont 2 212 001 destinées à l'exportation, pour des recettes en devises d'environ **1 350 millions de dollars**, tandis que 1 202 têtes de bétail ont été abattues pour la consommation intérieure, comme le montre le graphique 1 ci-dessous.

Le graphique illustre également que la production industrielle de viande est principalement tournée vers l'exportation, ce qui explique la hausse soutenue des prix de la viande bovine sur le marché intérieur et son remplacement par d'autres protéines, notamment celles issues de la viande de volaille ou de porc. Ces filières ont connu une croissance sans précédent au cours de la dernière décennie, mais nous n'aborderons pas ces phénomènes en profondeur dans cet article.

Au niveau national, le secteur de l'élevage représente **291 497 exploitations, composées de plus de 13 millions de têtes de bétail**. Le

pouvoir économique de ce secteur implique une certaine influence dans la conception des politiques agricoles, en particulier dans les institutions liées à l'agroalimentaire. Cela se reflète dans les **différents programmes de promotion de la chaîne de valeur de la production bovine** et dans la synergie entre les institutions publiques et le secteur privé, au profit de ce dernier.

Les femmes autochtones sont particulièrement exposées à la violence physique, et en particulier les filles et adolescentes autochtones victimes d'exploitation sexuelle.

L'élevage est l'une des **principales causes de la déforestation et de la concentration des terres au Paraguay**. Selon les données issues du dernier recensement agricole national réalisé par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) en 2022, le district de Bahía Negra comptait à lui seul plus de 100 grands établissements, qui appartenaient pour la plupart à des Brésiliens, avec un cheptel total d'environ 1 800 000 têtes de bétail.

On dénombre **617 exploitations agricoles de plus de 10 000 hectares de terres** au Paraguay. **3 537 385 têtes de bétail** sont

détenues par seulement 536 exploitations.

Parallèlement, on recense 25 300 exploitations agricoles de moins d'un hectare, avec un cheptel total de **58 410 têtes de bétail réparties dans 10 026 exploitations** d'élevage à petite échelle. Au total, l'élevage occupe environ 19 millions d'hectares de terres.

L'expansion de l'élevage et de l'agriculture mécanisée (soja, maïs, sorgho, coton et pâturages) entraîne de graves conséquences sociales et environnementales. La déforestation s'intensifie, la biodiversité diminue et les peuples autochtones du Chaco sont déplacés, tandis que leurs droits sur leurs territoires ancestraux sont menacés. Cela va de pair avec un processus d'appauvrissement, d'exclusion sociale, d'injustices de genre et de violence étatique.

Les femmes autochtones sont **particulièrement exposées à la violence physique**, et en particulier les **filles et adolescentes autochtones victimes d'exploitation sexuelle**. Une **étude récente** portant sur la situation des enfants autochtones au Paraguay souligne que l'extrême pauvreté et le manque ou l'insuffisance d'infrastructures adaptées entravent le plein exercice de leurs droits à l'éducation et à la santé. Dans de nombreux cas, ce contexte pousse les enfants et adolescents autochtones à quitter leurs

communautés d'origine pour rejoindre les villes, où ils sont exposés à des conditions d'extrême précarité qui perpétuent le cycle de la pauvreté et de la marginalisation des populations autochtones.

Le principal conflit social causé par la logique du capitalisme agraire concerne l'accès à la terre. Cette situation est d'autant plus grave pour les femmes autochtones et paysannes, dont le droit à la propriété foncière communautaire ou individuelle n'est pas largement reconnu dans le pays. Il n'existe pas non plus de politiques publiques solides pour garantir l'égalité de genre dans la propriété foncière, bien que le Paraguay soit signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui prévoit une participation et des avantages égaux pour les femmes dans le contexte rural et de la réforme agraire.

Les institutions publiques ont joué un rôle décisif dans la légitimation du modèle agro-exportateur. Il convient de souligner à cet égard le positionnement de l'Institut national de développement rural et foncier (INDERT), qui mène une politique tacite de [cession des terres soumises à la réforme agraire aux grands capitaux locaux et étrangers](#) liés à l'agrobusiness, en recourant à différents

procédés juridiques. Les titres de propriété d'origine frauduleuse qui sont issus de ce processus viennent exacerber les conflits fonciers existant entre les grands propriétaires terriens et les communautés rurales, paysannes et autochtones qui luttent pour préserver leurs territoires et leurs pratiques culturelles ancestrales.

L'ouverture de nouveaux marchés à la viande paraguayenne aggrave les problématiques sociales et environnementales sur les territoires. L'utilisation de pratiques telles que le « [brûlis contrôlé](#) », pour préparer les sols à un changement d'activité productive, a provoqué des incendies de forêt gigantesques qui ont ravagé environ [230 000 hectares](#) dans l'ouest du pays en 2024, dont environ 150 000 hectares dans la zone du parc national Cerro Chovoreca, selon les [données de l'Institut forestier national \(INFONA\)](#). Au début de l'année 2025, l'INFONA a prolongé la [suspension totale](#) des autorisations de brûlis afin d'éviter les incendies de forêt. Ce type de pratiques affecte principalement les forêts natives et les zones de grande valeur écologique. La visite du district et des territoires concernés nous a permis de constater que les réserves et les parcs naturels sont encerclés par les activités d'élevage dans le Chaco, tandis que de vastes étendues de forêts ont été

accaparées par des grands propriétaires terriens étrangers.

Les femmes rurales face à l'avancée de l'agro-business

Le modèle extractiviste détruit la vie des territoires, tout en fragmentant les liens sociaux communautaires, sans pour autant offrir aucune alternative pour que les populations rurales, paysannes et autochtones puissent s'intégrer dans les dynamiques productives. Au contraire, il expulse les communautés et ne génère pas d'emplois pour les habitants de la région. L'absence de travail [oblige la population](#), et en particulier les jeunes, à se tourner vers la revente de produits alimentaires, ou à s'exiler vers d'autres villes du pays pour travailler dans les usines de charbon, dans des élevages en tant qu'ouvriers agricoles, ou encore à émigrer au Brésil pour trouver un emploi dans les grandes usines textiles de São Paulo.

L'offensive du capital agricole ne s'abat pas seulement sur les terres, elle touche aussi [le corps des femmes rurales, des jeunes femmes et des filles](#). La traite d'êtres humains, l'exploitation sexuelle, le travail

Jeunes Yshir amenés vers les élevages pour y travailler. *Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói*



« Nous sommes tous des survivants. »

Yshir Ybytoso, femme leader autochtone



Vue aérienne du processus de création de lotissements urbains dans le district de Bahía Negra. *Elisa Marecos et Sandino Flecha/Heñói*

forcé des enfants en tant que domestiques et les grossesses non désirées ne sont qu'une partie des phénomènes qui témoignent de cette offensive. Malgré la situation d'extrême vulnérabilité dans laquelle se trouvent des milliers de femmes et de filles rurales, ce sont elles qui continuent de mener la résistance contre l'agrobusiness, en organisant la vie dans les territoires.

Les droits des femmes en général, et des femmes rurales, paysannes et autochtones en particulier, sont en recul malgré l'existence d'un cadre réglementaire inscrit dans la [Politique d'égalité de genre et d'interculturalité du secteur public agricole](#) (2018), qui consacre le devoir de l'État de garantir non seulement la préservation des langues et du patrimoine, mais aussi la protection sociale, l'accès aux services sociaux de base et une éducation de qualité adaptée à la culture. La réalité dans les communautés témoigne de la vacuité de ces politiques publiques, qui se traduit également par un [sous-financement des principales institutions](#) chargées de veiller au respect des droits des communautés autochtones du Paraguay, comme c'est le cas de l'Institut paraguayen des affaires autochtones.

Au cours des entretiens menés pour cet article, les personnes interrogées ont indiqué que l'élevage à grande échelle requiert peu de main-d'œuvre et que les emplois qui en

découlent sont précaires et peu rémunérés, tandis que les employeurs ne paient pas les cotisations sociales. En outre, les relations entre les propriétaires terriens et les familles de travailleurs s'apparentent à des relations semi-féodales, car ces dernières doivent s'installer sur les exploitations.

Tandis que les jeunes hommes cherchent du travail en tant que contremaîtres dans les élevages, les femmes rurales et autochtones tentent de subvenir à leurs besoins quotidiens en fabriquant des objets artisanaux destinés à la vente. L'agrobusiness oblige aussi les femmes autochtones à voir partir leurs filles et leurs fils à la recherche d'opportunités. Bien souvent, elles expliquent que ceux-ci ne reviennent pas, car ils décèdent dans des conditions d'exploitation extrême dans les champs ou dans les usines textiles brésiliennes.

Bien que 75 % de la population du district de Bahía Negra soit autochtone, il n'existe aucune politique publique pour remédier au manque d'emplois, de production et de conditions de vie décentes dans leurs communautés, ni pour protéger et promouvoir la pérennité de leurs pratiques culturelles ancestrales. Les politiques publiques sont exclusivement axées sur l'agrobusiness, tandis que les peuples autochtones ne sont considérés que comme

une main-d'œuvre bon marché et disponible, susceptible d'être exploitée jusqu'à sa disparition. Face à cette situation, la politique de l'[Institut national des peuples autochtones \(INDI\)](#) se limite au silence.

Lors d'entretiens menés dans les communautés, les personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'étaient pas prises en considération, qu'il n'y avait pas d'emploi et que les femmes des communautés d'Yshir Ybytoso, Karcha Bahlut, Puerto Diana et Puerto Esperanza devaient fabriquer des produits artisanaux pour assurer leur survie, même si la plupart du temps, elles ne parviennent pas à les acheminer hors de la communauté en raison du manque d'infrastructures routières, qui isole en outre les communautés autochtones du reste du pays.

Selon les mots d'une dirigeante de la communauté autochtone Yshir Ybytoso, « nous sommes tous des survivants ». Survivants de l'agrobusiness qui ne cesse de s'étendre en détruisant tout sur son passage, survivants de la drogue qui a envahi leurs communautés, et dévaste les jeunes qui ne trouvent pas d'espaces où s'épanouir dans la dignité. Survivants à l'indifférence d'un État qui, dans la pratique, encourage le génocide des peuples autochtones du Paraguay. ■

Les impacts socio-économiques et environnementaux de l'expansion de la culture du soja pour les communautés autochtones des basses terres de Bolivie

Par **Mario Vargas** et **Cecilia Peñaranda**, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado (CIPCA), Bolivia

L'avancée de la frontière agricole emprisonne la communauté de Bella Selva, dans la municipalité de San Andrés, dont les terres sont une propriété communale. **Mario Vargas/CIPCA**

En Bolivie, le soja est devenu le premier produit agricole d'exportation. Tout en exposant des réflexions critiques sur l'expansion des cultures de soja dans les basses terres boliviennes sous l'impulsion de politiques publiques extractivistes, cet article souligne le leadership des femmes autochtones dans la défense des forêts face à l'expansion de la frontière agricole.

Avec ses trois grandes régions que sont l'Altiplano, le Chaco et l'Amazonie, la Bolivie fait partie des pays les plus riches en biodiversité. **39 % de la population s'identifie comme étant d'origine autochtone**, et les **Territoires autochtones paysans** (TIOC, pour *Territorios Indígenas Originarios Campesinos*, en espagnol) **représentent 23 % de la superficie totale du pays**. Les TIOC sont des espaces géographiques caractérisés par la propriété collective, légalement reconnus par l'État bolivien, qui accorde des droits territoriaux aux communautés autochtones et paysannes. Malgré ces avancées légales, les peuples autochtones, et en particulier les femmes, font face à différentes formes de spoliation et d'agression du fait de l'activité minière, l'exploitation forestière, l'élevage et l'avancée de la frontière agricole au profit de l'agro-industrie.

La production agricole a été bouleversée par les politiques publiques, la présence de marchés d'exportation et l'accès aux nouvelles technologies, en particulier depuis les années 80. La superficie nationale des cultures agricoles a ainsi quintuplé entre 1983 et 2023, **atteignant actuellement 4 572 582 hectares**.

Cette croissance des surfaces cultivées est surtout visible dans les plaines orientales du

bassin amazonien, et en particulier dans la région de Santa Cruz à l'est du pays, où les sols sont fertiles et le climat favorable au développement des cultures. En 2023, plus de 70 % de la superficie cultivée en Bolivie était concentrée dans cette région, sur **3,3 millions d'hectares** où poussait principalement du soja, du maïs dur, du sorgho et du blé. C'est d'ailleurs **la principale région de production de soja en Bolivie**, car 97 % de la superficie nationale consacrée à cette culture se trouve à Santa Cruz, devant les régions de Tarija et Beni.

Les politiques publiques de soutien à l'expansion des cultures de soja

La culture du soja en Bolivie remonte aux années 1970. La demande internationale croissante en oléagineux et la mise en place de politiques publiques favorables à leur culture ont ensuite entraîné une expansion rapide dans les années 80 et 90, suivie par l'introduction des semences transgéniques au début des années 2000.

En 1990, le **projet Eastern Lowland** a été lancé grâce à un emprunt extérieur auprès de la Banque mondiale, qui a marqué le début d'une période de financement de l'expansion de la culture du soja. Pour la première fois, la

culture de cette denrée a été encouragée à grande échelle. Ce projet a également mis en place l'infrastructure institutionnelle et financière qui, jusqu'à aujourd'hui, soutient l'agro-industrie en Bolivie, en allant des systèmes de crédit spécialisés à la consolidation de réseaux d'entreprises qui coordonnent la production, la transformation et l'exportation, et en passant par la mise en place de mécanismes de subventions et d'exonérations fiscales pour la production et l'exportation du soja.

En 2020, le Brésil et la Bolivie sont devenus les premiers exportateurs de soja au monde. **85 % de leur production était destinée à l'exportation**, principalement vers la Chine et les États-Unis, illustrant bien les effets des marchés mondiaux sur les territoires. D'ici 2050, la demande mondiale de soja devrait doubler, en grande partie grâce aux revenus générés par les tourteaux ou farines de soja, un produit dérivé obtenu après transformation et utilisé pour l'alimentation animale.

Le modèle de production bolivien est axé sur l'extractivisme et bénéficie du soutien continu de l'État à l'agro-industrie à travers ses politiques publiques. Le **décret suprême n° 5381 de 2025** est un exemple éloquent. Par ce décret, le gouvernement bolivien a créé le

Programme national pour l'établissement et le renforcement de la base productive primaire de la culture du soja, un nouveau mécanisme d'incitation à la production de soja dans les départements de La Paz et de Beni, qui sont les nouveaux pôles de développement agro-industriel. Le programme dispose d'un investissement équivalent à 43 millions de dollars américains, dont l'exécution est prévue entre 2025 et 2030, afin d'atteindre l'objectif de produire 200 000 tonnes sur 60 940 hectares.

Destiné à l'exportation sous forme de tourteaux et d'autres dérivés, le soja est l'une des cultures les plus subventionnées par l'État. Il est également promu comme matière première pour la production de biodiesel (en 2024, une usine d'une **capacité maximale de production de 1 500 barils par jour** a été installée dans la ville de Santa Cruz). C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'extension de la frontière agricole progresse dans le département de Beni, après l'adoption du **nouveau plan d'utilisation des sols**. Certains y ont même exprimé l'objectif d'atteindre 3 millions d'hectares de soja.

Déclin des forêts, de la biodiversité et des moyens de subsistance

En 2024, la Bolivie a vu **12,6 millions d'hectares** partir en fumée, un chiffre record dans l'histoire du pays (équivalent à la superficie du Portugal). Sur ce total, il y avait

La survenue d'incendies répétés représente non seulement une menace écologique, mais également une injustice sociale qui pénalise davantage les femmes autochtones. En tant que gardiennes des connaissances traditionnelles et protectrices du territoire, elles subissent directement les conséquences de la dégradation de l'environnement.

7,6 millions d'hectares de forêts (60 %) et 5 millions d'hectares de zones non boisées et de pâturages (40 %). Les départements les plus touchés étaient celui de Santa Cruz, où 8,5 millions d'hectares (68 % du total national) ont été brûlés, et celui de Beni, où 3,4 millions d'hectares (28 %) ont été touchés.

En Bolivie, les incendies forestiers sont causés par les activités menées sur des terres ayant différents statuts juridiques. Le premier groupe comprend les propriétés individuelles ou les communautés installées illégalement dans des zones où il n'est pas autorisé de s'installer et de pratiquer l'agriculture. Le deuxième groupe comprend les propriétés et les installations illégales situées dans les TIOC. Il existe également un groupe récemment appelé **communautés interculturelles**, qui regroupe les personnes migrantes provenant de différentes régions du pays et installées sur des terres appartenant à l'État, avec ou sans autorisation d'installation. Le quatrième groupe est constitué par les propriétés agricoles de moyenne et grande taille qui appartiennent aux entreprises et sont légalement établies.

La survenue d'incendies répétés représente non seulement une menace écologique, mais également une injustice sociale qui pénalise davantage les femmes autochtones. En tant que gardiennes des connaissances traditionnelles et protectrices du territoire, elles subissent directement les conséquences de la dégradation de l'environnement. Les incendies ont en effet

Ferme Omar Quevedo dans la communauté de Nueva Betania, municipalité de San Andrés, Bolivie, avec un système de production agroforestière diversifié. **Mario Vargas/CIPCA**





Dans la municipalité de San Andrés, département de Beni, en Bolivie, la production d'oléagineux est entièrement mécanisée, du semis à la récolte. **Mario Vargas/CIPCA**

touché des initiatives productives menées par des femmes pour promouvoir une utilisation et une exploitation durables des produits de la forêt. Dans certains cas, toutes leurs ressources y sont passées, avec la perte simultanée de leurs sources d'approvisionnement en matières premières et de leurs infrastructures, ce qui est venu impacter leurs revenus et leur autonomie financière.

Après les incendies, la recomposition des foyers et des dynamiques familiales des communautés s'est avérée complexe. Généralement, les hommes quittent leurs communautés pour trouver un emploi temporaire dans les centres urbains ou dans des élevages, et emploient l'argent gagné à reconstruire leurs maisons et replanter leurs cultures d'agrumes, de cacao, de manioc, entre autres produits importants pour l'alimentation et la production de revenus familiaux. Le rôle des femmes dans ces processus de reconstruction est quant à lui déterminant : ce sont elles qui nettoient les débris laissés par les incendies, préparent le sol pour la replantation des cultures et s'occupent des enfants, des personnes âgées

et des malades. Souvent, elles participent également à des activités publiques. Dans ce contexte, on constate que la division sexuelle du travail fait porter aux femmes la plus grande partie de la charge des tâches liées aux soins de la vie, sans que les hommes s'impliquent nécessairement de manière plus active dans les tâches domestiques.

Disponibilité alimentaire dans les communautés autochtones et paysannes

Il est par ailleurs de plus en plus fréquent de constater la présence de campements et de propriétés illégales sur les TIOC. De vastes étendues de terres sont contrôlées par des « tiers », malgré leur statut de propriété collective et inaliénable des communautés autochtones. L'avancée de la frontière agricole est ainsi associée à des mécanismes illégaux, pour conclure des accords d'usufruit et de possession avec les dirigeants et la population générale des TIOC, qui impliquent la déforestation et la mise en place de cultures agro-industrielles par les « tiers », avec une rémunération moyenne de

220 dollars américains par hectare et par an pour la « location » des terres.

La pratique de la déforestation pour l'aménagement de terres agricoles détruit entièrement la forêt, empêche la création de clôtures naturelles de forêt vivante entre les parcelles et favorise une utilisation intensive des sols, sans reconstitution des nutriments et de la matière organique de ces derniers. Cette situation implique qu'à moyen et long terme, les terres finiront par s'épuiser et se dégrader. Le territoire entrera alors dans une sorte de cercle vicieux où les forêts seront déboisées pour créer de nouvelles surfaces agricoles. Il s'agit-là d'un modèle agricole insoutenable, car il compromet la possibilité de produire de la nourriture à moyen et long terme.

Pour les communautés autochtones, les forêts revêtent une grande importance culturelle, spirituelle, économique et environnementale. Elles garantissent leurs moyens de subsistance et leurs modes de vie. Elles leur fournissent de la nourriture, des plantes médicinales, ainsi que des matériaux pour les maisons et les activités

quotidiennes des communautés. Dans les conceptions du monde des peuples autochtones qui vivent sur ces territoires depuis des millénaires, la forêt est sacrée, car elle abrite les esprits ancestraux et accueille les rituels et les cérémonies traditionnels. Pourtant, le modèle agro-industriel extractiviste a des effets néfastes et porte atteinte à leurs droits constitutionnels.

Les reconfigurations en cours dans la vie et les territoires des communautés autochtones et paysannes ont au moins trois causes principales. Tout d'abord, le changement climatique a modifié le régime hydrologique, ce qui affecte les dynamiques biologiques des forêts et se traduit par diminution ou une perte des produits forestiers, à la fois essentiels pour la faune sauvage et pour l'humanité. Ensuite, le manque d'eau affecte la pêche, ainsi que le développement des cultures traditionnelles de ces communautés, cruciales pour la sécurité et la souveraineté alimentaires. Finalement, il y a un manque criant de politiques publiques efficaces tenant compte de la dimension de genre pour

ces populations, dont beaucoup se trouvent dans des territoires autochtones qui ne bénéficient pas d'une prise en charge intégrale de la part de l'État. Au contraire, celui-ci favorise la [présence d'activités illégales telles que l'exploitation minière](#), tandis que la pression exercée par l'avancée de la frontière agricole oblige les communautés autochtones et paysannes à entrer dans un système illégal d'accords d'usufruit de leurs terres par des « tiers ».

Ces facteurs renforcent les risques de dépendance vis-à-vis de revenus monétaires issus de l'agro-industrie, que ce soit à travers la « location » ou la vente de leurs terres, ou via des emplois dans les activités agro-industrielles. Dans certaines communautés autochtones et paysannes, les cultures vivrières, la cueillette et la chasse sont en déclin. Cela entraîne des répercussions fortes pour les communautés, qui dépendent de plus en plus de l'achat de produits alimentaires dans les centres commerciaux et voient le coût de la vie augmenter. Ce type de source de revenus conduit ainsi à la

déstructuration de leurs modes de vie, accélère la perte des savoirs ancestraux, encourage l'abandon de leur vision du monde liée à la forêt et favorise une avancée plus rapide de la frontière agricole au profit de la monoculture destinée à l'exportation.

Dans ce contexte, les femmes autochtones jouent un rôle de premier plan dans la défense des forêts. Elles protègent et préservent l'environnement, grâce à la valorisation des produits non forestiers, à la revalorisation de la médecine traditionnelle et à la création de revenus pour leur famille. Par exemple, l'Organisation des femmes autochtones originaires Chiquitanas de Concepción (Omioch-C) et les associations de femmes entrepreneures de la municipalité de Concepción ont joué un rôle clé dans l'élaboration d'une politique publique favorable aux produits forestiers non ligneux (conservation, collecte, transformation et commercialisation). Elles ont ainsi présenté la [loi sur les produits forestiers non ligneux](#) pour qu'elle soit promulguée au niveau municipal. Dans cette même région,

L'implantation de nouvelles zones de cultures agro-industrielles s'accompagne d'une utilisation intensive des machines agricoles et des services et infrastructures qu'elle nécessite. **Mario Vargas/CIPCA**

« Le rôle des femmes dans ces processus de reconstruction est quant à lui déterminant : ce sont elles qui nettoient les débris laissés par les incendies, préparent le sol pour la replantation des cultures et s'occupent des enfants, des personnes âgées et des malades. Souvent, elles participent également à des activités publiques. »

Mario Vargas et Cecilia Peñaranda, CIPCA





Dans la communauté de Villa Fátima, municipalité d'Ascensión de Guarayos, les petits agriculteurs qui cultivaient auparavant des cultures diversifiées se tournent désormais vers des variétés industrielles de maïs destinées à la vente. **Mario Vargas/CIPCA**

l'organisation des femmes autochtones Chiquitanas a [développé la marque Chapie](#), qui permet de positionner différents produits sur les marchés locaux, régionaux et nationaux, notamment l'amande chiquitana, le café, le miel, le babassu et le manioc, entre autres produits.

Reconnaître le leadership des femmes autochtones face à la dégradation écologique

L'expansion de la frontière agricole liée à l'avancée des cultures de soja a entraîné des transformations environnementales et socio-économiques cruciales dans les basses terres de Bolivie, venant affecter les communautés autochtones et paysannes. L'augmentation de la déforestation, la dégradation des sols et la multiplication des incendies sont les conséquences d'un modèle de production soutenu par l'État et bénéficiant de financements internationaux. Ces impacts perpétuent les inégalités sociales et les injustices de genre, compromettent la sécurité et la souveraineté alimentaires, ainsi que la reproduction

culturelle des communautés autochtones et paysannes. La reproduction de la vie est rendue vulnérable par la dépendance à des revenus précaires, tels que la location de terres à des tiers dans le cas des terres communautaires, ainsi que par la dégradation écologique.

La pression territoriale exercée par les activités extractives de l'agro-industrie, de l'exploitation minière et de l'industrie du bois a favorisé l'émergence de mécanismes d'invasion et de trafic foncier. Les TIOC sont exposés et deviennent de plus en plus vulnérables au fil du temps, que ce soit en raison de la menace qui pèse sur leurs terres ou des effets du changement climatique. Face à l'abandon de l'État, les communautés sont confrontées à la perte de leur autonomie alimentaire, aux injustices de genre et à l'augmentation du coût de la vie, ce qui met en péril leur existence même.

Outre leur rôle prépondérant dans les domaines de la production et de la protection de l'environnement, les femmes autochtones du département de Santa Cruz se consacrent

également à des processus de formation, couronnés par l'obtention d'une [certification en tant que promotrices communautaires](#), qui contribue à consolider leur qualité d'actrices clés dans la promotion de l'équité sur leurs territoires. Les femmes autochtones [luttent pour la reconnaissance de leurs droits et de leurs territoires](#), afin de garantir leurs moyens de subsistance, de freiner l'avancée de la frontière agricole et de lutter contre les incendies de forêt.

Malgré leur présence dans tous ces processus, les femmes ont été invisibilisées. [Leurs expériences de leadership gagneraient à être mieux reconnues et visibilisées](#), notamment pour leurs contributions fondamentales au développement de l'agriculture, de l'agroécologie et des solutions à des problèmes tels que l'insécurité alimentaire et la crise environnementale, qui sont des défis caractéristiques de notre siècle et de l'intensification du capitalisme et du consumérisme dévastateurs. ■

Fracturer la terre : le coût humain et environnemental de l'extraction du manganèse en Géorgie

Par **Nino Beridze**, Local Environmental Initiative, Géorgie

Mine à côté d'un quartier résidentiel à Chiatura, Géorgie. **Local Environmental Initiative**

Cet article examine les dommages environnementaux et socio-économiques causés par des décennies d'extraction non réglementée du manganèse à Chiatura, en Géorgie. Il décrit les dommages environnementaux, souligne la vulnérabilité particulière des femmes et des jeunes, et montre la nécessité de réformes urgentes.

La ville minière de Chiatura, dans le centre-ouest de la Géorgie, est en proie à des troubles depuis des années. L'exploitation minière incontrôlée a dévasté les terres et les ressources en eau, nuï à la santé et renforcé les inégalités entre les genres : cela a conduit à des révoltes.

Les habitants de la zone se soulèvent de plus en plus pour défendre leurs droits. Ce qui a commencé comme [un mécontentement parmi les mineurs](#) s'est amplifié jusqu'à se transformer en un véritable mouvement impliquant [des manifestations, des grèves de la faim et des actes désespérés comme le fait de se coudre la bouche](#). Les habitants attirent l'attention sur l'héritage dévastateur de l'exploitation minière du manganèse qui a enrichi les entreprises, mais appauvri les habitants, mis à mal leur santé, violé leurs droits et détruit leurs maisons.

L'exploitation minière du manganèse à Chiatura a commencé en 1846 dans les bassins des fleuves Kura et Rioni. Pendant plus de 150 ans, la protection de l'environnement a été négligée et les déchets miniers ont remodelé le paysage. [Une étude réalisée par l'Union des habitants de Chiatura](#) décrit des « changements radicaux » dans la

topographie, avec la destruction des sols et de la végétation, des dolines et des déformations en forme d'entonnoir, ainsi que des glissements de terrain à grande échelle provoquant l'érosion et la désertification.

Des villages comme Darkveti, Mgvimevi, Khalifauri, Rgani et Tabagrebi ont [perdu des centaines d'hectares de forêt et des dizaines d'hectares de sol](#) à cause de l'exploitation minière à ciel ouvert. Même à 30 kilomètres des mines, la pollution atmosphérique reste dangereuse. Des mines abandonnées et en activité parsèment la campagne, avec un labyrinthe d'environ 200 kilomètres de tunnels souterrains. [Le vent et la pluie répandent des poussières de métaux lourds](#) dans toute la région, contaminant l'eau, les sols et les cultures et mettant en danger les humains et les animaux.

Selon certains rapports, [aucune des usines de manganèse ne dispose d'un système opérationnel](#) de traitement des eaux usées. Des rivières comme la Kvirila deviennent noires à cause des lixiviats de manganèse. Sur certains segments de la rivière, [la teneur en manganèse de l'eau est plusieurs fois supérieure à la limite de sécurité](#) : l'Union des résidents de Chiatura [signale des niveaux de](#)

[600 milligrammes par litre](#), soit plus de 50 000 fois le niveau « normal ». Les concentrations d'autres métaux lourds, tels que le plomb, le nickel, le cobalt et le zinc, sont également bien supérieures aux niveaux autorisés. En 2009, à l'entrée de Chiatura, la concentration enregistrée d'ions manganèse dans la rivière Kvirila était de 3,9 milligrammes par litre, soit plus de 40 fois les niveaux autorisés.

D'après [une étude de 2020](#), les échantillons de sol prélevés lors de plusieurs enquêtes montrent que les concentrations d'arsenic et de plomb sont plusieurs fois supérieures aux limites légales, et que [celles de manganèse sont bien supérieures à la concentration maximale autorisée](#) dans des endroits comme Ithvi. Du cadmium, de l'arsenic, du cobalt, du cuivre, du zinc, du manganèse, du fer, du nickel, de l'aluminium et des isotopes radioactifs de potassium et de plomb ont été trouvés dans les échantillons de sol, avec des concentrations plusieurs dizaines de fois supérieures aux limites légales. Ces métaux dangereux présents en forte concentration dans l'eau et le sol contaminent les produits agricoles et présentent des risques pour la santé humaine, animale et environnementale.

Dans le village d'Ithvi, la concentration de manganèse dans le sol est de 140 000 mg/kg, soit 93 fois supérieure à la concentration maximale autorisée. Des niveaux élevés d'autres métaux lourds, tels que le cadmium, le cuivre, le zinc et le nickel, ont également été enregistrés. La teneur en cuivre du sol est de 1 070 mg/kg, soit sept fois supérieure à la normale, tandis que **les niveaux de manganèse sont 180 fois supérieurs aux normes acceptables**. Ces toxines sont absorbées par les cultures, rendant les aliments locaux potentiellement dangereux pour la consommation.

Malgré cette destruction évidente, il n'existe pas de statistiques exhaustives sur l'ampleur totale des dommages environnementaux. En raison de normes juridiques laxistes et de leur mise en œuvre insuffisante, les sociétés minières opèrent souvent sans contrôle.

Le coût de ce qui gît dessous

Aucune zone de Chiatura n'est à l'abri des sociétés minières. L'extraction semble avoir lieu partout : dans les pâturages, le long des routes, à côté des maisons et même sous les villages. Les maisons qui reposaient autrefois sur un sol solide sont aujourd'hui au bord de l'effondrement, car les tunnels érodent la terre sous leurs fondations. À Ithvi, des années d'exploitation minière ont provoqué **un glissement de terrain de 800 mètres de**

long qui a détruit ou rendu inhabitables 20 maisons et mis en danger des dizaines de familles. La commission d'état chargée d'enquêter sur la catastrophe a imputé la responsabilité à l'exploitation minière historique, dégageant ainsi l'opérateur actuel de toute responsabilité.

À Chiatura, **impossible de faire la distinction entre zones minières et zones résidentielles**. Les écoles et les crèches se trouvent dans les zones d'extraction, et les enfants traversent souvent des carrières pour se rendre à l'école. Les ambulances ont du mal à atteindre les maisons en raison des routes détruites. À Mgvimevi, les collines minières abandonnées se trouvent à quelques pas des maisons des habitants, et la poussière et la puanteur omniprésentes rappellent la crise actuelle.

Rgani, qui abritait autrefois des forêts de châtaigniers protégées par la loi géorgienne, a perdu ses pâturages et ses arbres au profit de l'exploitation minière. « Près de chez moi, il y avait tout un champ couvert de châtaigniers... Je n'ai jamais été du genre à me plaindre, mais je suis très en colère... En été, on ne peut ni ouvrir les fenêtres ni étendre le linge dehors. Tout finit recouvert de poussière, les gens tombent malades », explique une habitante qui a souhaité rester anonyme par crainte de représailles.

D'après des experts de l'université d'état de Tbilissi, les terres fertiles sont devenues stériles, les sources d'eau ont disparu et l'équilibre naturel est rompu. Suite aux impacts anthropiques, les écosystèmes forestiers ont été remplacés par des zones arbustives dégradées, en particulier dans les régions karstiques et les plateaux où l'eau est rare. Le surpâturage, symptôme du désespoir économique, a encore ralenti la régénération de la végétation.

La pollution au manganèse provient principalement des activités minières et industrielles. Selon l'Organisation mondiale de la santé, une exposition chronique au manganèse et à d'autres métaux lourds **nuît aux fonctions hématologiques, rénales et hépatiques** - le système nerveux central étant **particulièrement vulnérable**. Les femmes sont particulièrement exposées. Un taux élevé de manganèse dans le sang est associé à une augmentation de l'infertilité, à **des complications pendant la grossesse et l'accouchement** et à une hypoxie fœtale chronique. Ces effets sur la santé liés au genre sont souvent méconnus et non traités.

Ce problème ne concernerait pas les femmes ?

L'exploitation minière semble être un domaine masculin, car la plupart des travailleurs sont des hommes, mais les

Un glissement de terrain a détruit des maisons dans la communauté d'Ithvi. **Local Environmental Initiative**

« Je n'ai jamais été du genre à me plaindre, mais je suis très en colère... En été, on ne peut ni ouvrir les fenêtres ni étendre le linge dehors. Tout finit recouvert de poussière, les gens tombent malades. »

Résident de Rgani





Manifestation dans la communauté de Rgani. Sur une pancarte, on peut lire : « Certaines maisons autrefois situées dans la prairie sont maintenant au bord d'une falaise de plusieurs mètres de profondeur. » **Local Environmental Initiative**

femmes sont souvent les instigatrices des protestations communautaires. Pourquoi en est-il ainsi ? À Chiatura, les femmes sont les premières victimes du déclin environnemental et des bouleversements sociaux. Elles sont pour la plupart sans emploi, surchargées de tâches domestiques non rémunérées et exclues du marché du travail en raison de cette réalité inégale. Selon l'Organisation internationale du travail, [la plupart des femmes géorgiennes restent en dehors du marché du travail en raison de leurs responsabilités familiales](#). En outre, des enquêtes menées auprès de la population géorgienne montrent que [les inégalités entre les genres sont plus prononcées dans les régions rurales et mono-industrielles](#) comme Chiatura que dans les villes.

Bien qu'elles ne soient pas inscrites dans la loi, les normes traditionnelles en matière de genre impliquent que les hommes héritent généralement des biens tandis que les femmes sont rarement propriétaires. [L'écart salarial entre les genres en Géorgie est en moyenne de 33 %](#). Dans les régions minières, les femmes ne possèdent ni terres ni biens, ce qui les rend plus vulnérables au déplacement et à la pauvreté.

Il existe des dispositions légales en faveur de l'égalité des genres en Géorgie mais les récents revirements politiques, tels que [la suppression des quotas pour les femmes](#) députées, témoignent d'un net recul. Le gouvernement [rejette de plus en plus l'égalité des genres](#) et [condamne certains secteurs de la population comme étant influencés](#) par des impositions étrangères et l'ingérence d'ONG étrangères, affirmant qu'ils constituent une menace pour les valeurs « traditionnelles ». Cela marginalise encore davantage les droits des femmes.

Il s'agit là d'une prémisse erronée. Après tout, la justice entre les genres n'est pas l'antithèse des connaissances traditionnelles. Garantir les droits des femmes est un droit humain fondamental, non pas une question de charité ni une préoccupation réservée aux ONG. La justice entre les genres favorise la paix et l'harmonie sociale en éliminant les causes profondes des conflits, des inégalités et de la discrimination. [Des études montrent que la participation des femmes à la vie économique et sociale](#) stimule la productivité et la prospérité. En fait, « investir dans les femmes et les filles » – c'est-à-dire garantir leurs droits et élargir leurs opportunités

économiques – est un moteur essentiel du développement et de la croissance économique à grande échelle.

Les droits de propriété des femmes constituent un des exemples d'inégalité entre les genres ancrée dans la tradition plutôt que dans la loi. Bien que la loi géorgienne n'attribue pas les droits de propriété en fonction du genre, une norme implicite accorde la priorité aux hommes. Les parents lèguent généralement leurs biens à leurs héritiers masculins. Par conséquent, les biens déclarés par des femmes sont beaucoup moins nombreux que ceux déclarés par les hommes dans presque toutes les régions de Géorgie, en particulier en dehors de la capitale. Cette tendance est particulièrement évidente dans les régions minières : [la plupart des femmes ne possèdent pas d'actifs stratégiques](#), elles vivent dans la maison de leur père ou de leur mari et ne sont pas considérées comme propriétaires. Ainsi, la situation désastreuse dans les régions minières exacerbe les inégalités existantes entre les genres.

Un déséquilibre des pouvoirs

L'extraction du manganèse dans l'ouest de la Géorgie est dominée par une poignée d'entreprises, dont la plus importante est de loin la Georgian Manganese, une filiale de la société sidérurgique britannique Stemcor, dont le chiffre d'affaires non officiel s'élève à plusieurs millions mais qui refuse de [publier ses documents financiers](#). Pourtant, la région à laquelle appartient Chiatura reste l'une des régions les plus pauvres de Géorgie, avec 23 % de ses habitants classés comme [socialement vulnérables et dépendant](#) des aides de l'état.

Les opérations minières sont principalement sous-traitées, [ce qui rend la responsabilité opaque et permet aux entreprises de contourner les réglementations](#). Les protestations des travailleurs et des communautés sont souvent ignorées. Ce flou juridique permet à l'industrie de faire passer les intérêts des entreprises avant les préoccupations publiques, sociales et environnementales.

Les permis autorisent la Georgian Manganese à exploiter la mine jusqu'en 2047, alors même que les réserves facilement accessibles s'amenuisent. Plutôt que d'investir dans de nouvelles technologies ou de se diversifier, les entreprises s'implantent dans de nouveaux territoires, comme dans le village de montagne de Shkmeri. Les habitants n'ont [appris l'existence du projet minier](#) qu'après la vente discrète des permis

et la saisie de leurs terrains par le bureau du procureur. Le site inclut un monument classé au patrimoine culturel, l'église Saint-Georges, mais les objections de l'Agence nationale pour la protection du patrimoine culturel ont été ignorées. Les habitants espéraient bâtir leur avenir sur l'agriculture et le tourisme.

Les entreprises minières [prétendent souvent avoir le soutien du public](#) en mettant en scène des consultations ou en établissant des accords informels avec certaines familles, en niant toute responsabilité pour les dommages causés par le passé. Les autorités locales affirment qu'il n'y a pas d'alternative à l'exploitation minière, prétextant l'économie monoculturelle de Chiatura et la pauvreté des sols comme obstacles à l'agriculture.

Sortir de la crise

L'histoire de Chiatura est étroitement liée à l'exploitation minière du manganèse. L'industrie extractive, façonnée par les pratiques de l'ère soviétique, a perturbé les écosystèmes, détruit des biens et enterré l'avenir de la région. C'est un exemple frappant de la façon dont l'exploitation incontrôlée des ressources peut dévaster des communautés, en particulier lorsque les questions de genre et d'environnement sont ignorées.

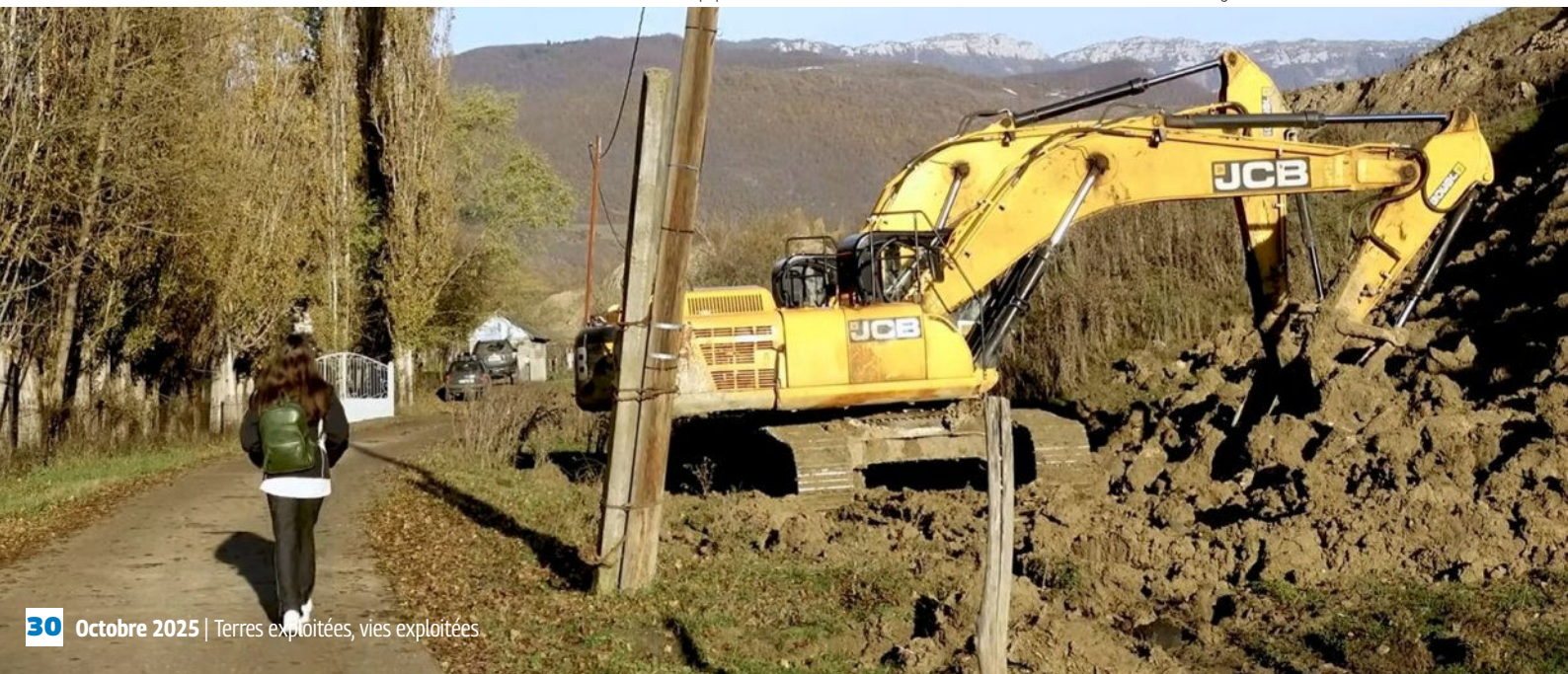
Les défenseurs locaux insistent que les coûts réels de l'exploitation minière, c'est-à-dire les coûts environnementaux, sanitaires et

sociaux, doivent être pleinement étudiés et pris en compte. Les nouveaux permis devraient être soumis à des évaluations sociales, économiques et environnementales rigoureuses, avec une véritable participation des communautés concernées, en particulier des femmes et des jeunes.

Les sociétés minières doivent être contraintes à réparer les dommages causés par le passé, à restaurer les sols et les forêts et à contribuer au bien-être des communautés, notamment en investissant dans des moyens de subsistance alternatifs tels que la culture de noisettes ou l'écotourisme. Sinon, Chiatura sera confrontée à l'exode renforcé de sa population, à un approfondissement de la pauvreté et à des pertes écologiques irréversibles. Ce n'est qu'en garantissant une représentation et une participation réelles des femmes et des jeunes à la gouvernance et en mettant pleinement en œuvre l'accord d'association entre la Géorgie et l'Union européenne, qui impose un processus décisionnel participatif et complet, que l'équilibre entre les industries extractives et les communautés locales pourra être rétabli.

Une prise de décision inclusive, sensible au genre et axée sur la communauté est essentielle. Sans cela, le fossé entre les intérêts des entreprises et le bien-être local continuera de se creuser, et les fractures de la terre – et de la société – ne feront que s'aggraver. ■

Équipement minier en fonctionnement sur une route résidentielle dans la région de Chiatura. *Local Environmental Initiative*



Déplacements et résistance : le peuple Chepang s'oppose aux industries extractives du Népal

Par **Bhola Bhattarai, Shova Neupane, Kiran Kumar Baram et Sumitra Rai**, Forum National pour le Plaidoyer du Népal (NAFAN)

Camion transportant des pierres et du gravier d'une carrière sur les rives de la rivière Manahari au Népal. **NAFAN**

Le peuple Chepang du Népal est confronté à une éviction généralisée et à une destruction environnementale dues à l'expansion rapide des carrières à ciel ouvert de calcaire et de pierre dans leurs territoires ancestraux. S'appuyant sur des visites de terrain et des témoignages, cet article documente comment les industries extractives ont détruit les forêts, les sources d'eau et le patrimoine culturel, tout en faisant peser les plus lourds fardeaux sur les femmes. Il met en lumière la résistance des Chepang et appelle à une action urgente du gouvernement, des entreprises et des acteurs internationaux pour faire respecter les droits des Peuples Autochtones et promouvoir des alternatives communautaires à l'extractivisme.

Partout dans le monde, les Peuples Autochtones se trouvent sur le front face aux crises du climat et de la biodiversité. Les gouvernements et les entreprises promeuvent fréquemment l'exploitation minière, les barrages et les grandes infrastructures comme des « solutions vertes » vis-à-vis du développement ou du changement climatique. Pourtant, pour les communautés sur le terrain, ces projets sont souvent synonymes de dépossession, d'effondrement environnemental et d'inégalités accrues.

Cette contradiction est particulièrement visible au Népal, où le peuple Chepang, un groupe autochtone vivant dans la chaîne montagneuse du Mahabharat, fait face à la destruction de ses terres par des compagnies minières. Malgré leur savoir écologique et leur patrimoine culturel, les Chepang sont un des peuples les plus marginalisés au Népal et sont confrontés à la perte de leurs terres, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Aujourd'hui, l'expansion rapide de l'extraction du calcaire, des roches et des pierres menace non seulement leurs modes de vie, mais aussi leur survie en tant que peuple.

Bien que le Népal ait ratifié la [Convention 169 de l'OIT](#) et adopté la [Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones \(UNDRIP\)](#), les projets miniers progressent systématiquement sans le Consentement libre, informé et préalable (CLIP) des communautés affectées. Les conséquences sont dévastatrices : violations des droits humains, fardeaux liés au genre et graves dommages écologiques. Mais en parallèle de ces préjudices transparaît une histoire de résistance communautaire, menée le plus souvent par les femmes Chepang.

En juillet 2025, des représentants du Forum national pour le plaidoyer du Népal (NAFAN) et l'association Népal Chapang se sont rendus dans quatre districts du Népal – Gorkha, Dhading, Chitwan et Makwanpur – où vit la majorité de la population Chepang, afin d'évaluer la situation. Nous avons visité la mine de Ginggu, du quartier 4 de la municipalité rurale de Raksirang dans le Makwanpur ; la mine de calcaire de Supar de Kalika-9 dans le Chitwan ; l'usine de roches et de pierres de Shree Kumari Mata dans le Dhading, ainsi que la mine de calcaire de Dhanwari d'Ichhhakammana-2 dans le Chitwan.

Nous avons interrogé les leaders de la communauté Chepang et des activistes pour les droits humains, et organisé des groupes de travail dans les districts de Makwanpur, Chitawan et Dhading. Nous avons ainsi pu identifier une situation et une population nécessitant une attention urgente.

Les impacts en matière de droits humains, d'environnement et de genre de l'expansion minière dans les territoires Chepang

Pendant des générations, les Chepang ont subvenu à leurs besoins grâce à la culture sur brûlis (khoriya), à la cueillette et à l'agriculture paysanne, complétées par des systèmes alimentaires dépendant de la forêt et gérés par les femmes. Aujourd'hui, leurs terres du Makwanpur, du Chitwan, du Dhading et du Gorkha sont en train d'être transformés en pôles d'extraction.

La Commission nationale des droits humains du Népal a identifié [42 industries minières déjà en activité](#) dans les territoires Chepang et [86 autres d'ores et déjà autorisées](#). Si ces projets profitent aux entrepreneurs et aux

recettes de l'état, ils ne génèrent que des coûts pour les communautés locales : fermes recouvertes de poussière, sources taries et maisons menaçant de s'effondrer en raison des explosions.

Plus de 1200 foyers Chepang ont déjà été expropriés, avec des [villages entiers dépossédés de leurs terres ancestrales](#), souvent sans aucune forme de dédommagement. Pour la mine de calcaire de Ginggu à Raksirang (Makwanpur), liée à [Riddhi Siddhi Cement](#), des [douzaines de foyers ont été déplacés](#), tandis que les autres vivent dans la peur des éboulements rocheux. Malgré un [accord en 11 points avec les autorités](#), les promesses de réhabilitation n'ont pas été tenues. Les leaders Chepang affirment que seule la moitié des foyers titulaires d'un certificat de propriété foncière a reçu une compensation, beaucoup d'autres ne pouvant y prétendre faute de certificat.

Des rapports font état d'activités illégales de la part de sociétés minières, comme la [production de fausses signatures de communautés Chepang](#) pour obtenir frauduleusement des droits miniers sur les terres Chepang.

Plus à l'est, à Kalika-9, dans le Chitwan, les habitants ont résisté à une carrière connue localement sous le nom de mine de Supar, qui serait exploitée par Starline Industries Pvt Ltd. [Dès 2018, les villageois ont exigé sa fermeture](#), alertant qu'elle menaçait l'eau potable, l'irrigation, le fort historique d'Upardang Gadi et le temple voisin d'Ichchhakamana. Les leaders communautaires affirment que les explosions ont déstabilisé la colline de Nagopahad et mis en danger une école située au-dessus du site. Les manifestations contre la mine de Supar ont finalement entraîné la suspension des activités, bien que l'on ignore encore si la fermeture est définitive.

À la frontière Dhading-Chitwan, l'usine Huaxin Cement Narayani – une coentreprise sino-népalaise – est un exemple d'extraction à une échelle encore plus grande. Les habitants la surnomment « Hwasin » et le projet a suscité la controverse peu après son lancement en 2019. Cette année-là, [la Commission des comptes publics a remis en question son bail foncier et des inondations ont gravement endommagé son chantier](#). L'exploitation s'est pourtant poursuivie, les habitants signalant une activité industrielle 24h/24, des dépôts de poussière sur les champs et les

habitations, des animaux malades et des sources d'eau en voie de tarissement. Les agriculteurs déplacés par le projet ont vendu leurs terres ancestrales à bas prix et peinent désormais à survivre sur des parcelles marginales.

À Thakre, dans le Dhading, des personnes interrogées ont rapporté que l'entreprise Shree Kumari Mata Rock and Stone Industry avait acquis des terres dans des circonstances troubles. Les villageois affirment que cela s'est produit sans leur consentement. Un habitant nous a confié que l'entreprise creusait sur des terres publiques situées hors des limites autorisées, ce qui posait des problèmes pour ses terres agricoles et sa sécurité alimentaire, et exposait directement sa maison à un risque de glissement de terrain. Il a déclaré avoir porté plainte et être en train de faire appel auprès de la Cour suprême.

À Ichchhakamana-2, (Chitwan), un site connu localement sous le nom de mine de Dhanwari, des membres de la communauté rapportent comment des familles ont reçu des pressions pour les forcer à vendre à bas prix, souvent via des intermédiaires. La construction de routes, à elle seule, a amené

Mine à Ginggu, Népal. **NAFAN**

« La poussière rend la respiration difficile, et l'eau qui reste n'est plus potable ni utilisable pour l'agriculture. Cela a engendré de sérieux problèmes sociaux et sanitaires. »

Une femme de Chepang touchée par l'exploitation minière





Rencontre avec des membres de la communauté Chepang pour analyser l'impact de l'extractivisme à Raksirang. **NAFAN**

poussière, bruit et coupures d'eau, selon des membres de ces communautés. Des témoignages laissent à penser que des villages Chepang et Rai entiers pourraient être détruits si les travaux venaient à reprendre. Aucun document public ne nomme officiellement la mine, ce qui souligne un autre problème : de nombreuses petites carrières opèrent sous des noms locaux rarement visibles dans les registres nationaux, privant ainsi les communautés de transparence et de responsabilité.

L'agriculture de subsistance, essentielle à la survie des Chepang, est progressivement affaiblie. [Les dynamitages et l'exploitation des carrières tarissent les sources](#), déstabilisent les flancs de collines et ensevelissent les tuyaux d'irrigation. Nous avons trouvé des preuves de contamination des eaux et de dommages aux terres agricoles dans les cinq sites que nous avons visités. Dans la carrière de calcaire de Ginggu à Raksirang (Makwanpur), par exemple, des habitants ont fait état de la perte de forêts et de pâtures, ainsi que de sources d'eau qui ne coulent plus. Ils signalent également des problèmes de santé et la mort d'un membre de la communauté suite à des chutes de roches causées par les opérations minières.

Les habitants des environs de la mine de Supar, dans le Chitwan, se sont également plaints de menaces pesant sur les sources d'eau et l'irrigation ; autour de l'usine de Huaxin, les communautés ont alerté sur l'effondrement des ressources en eau, le bétail tombant malade et la poussière recouvrant les champs, ce qui met en péril les cultures et le fourrage.

La construction de la route d'accès au site de Dhanwari, dans le Chitwan, a déjà causé des coupures d'eau pour de nombreux foyers, selon des membres de la communauté. Le tarissement des sources d'eau a également réduit la production agricole. Pendant la mousson, le risque de voir des villages entiers être emportés reste élevé.

Les conséquences en termes de genre sont particulièrement graves. Les femmes, sur qui repose principalement la responsabilité de la production de nourriture, de la collecte de l'eau et de la gestion des forêts, doivent maintenant marcher plus pour chaque jarre d'eau. Avec la diminution de la ressource en eau et les champs ne produisant plus suffisamment, leur fardeau s'alourdit alors que la sécurité alimentaire des foyers s'effondre. Les femmes enceintes font face à des risques de santé accrus en raison de la

malnutrition et de la contamination de l'eau. Les filles sont souvent détournées de l'école pour aider avec les tâches ménagères – en particulier pour la collecte de l'eau – tandis que le bruit des explosions interrompt souvent les cours lorsqu'elles y assistent.

Les rôles culturels des femmes sont aussi menacés : en tant que gardiennes des semences, des plantes médicinales et des savoirs liés à la forêt, les déplacements et la perte d'accès aux forêts perturbent la transmission du savoir écologique. Les lois foncières patriarcales excluent encore plus les femmes des mécanismes de compensation, la plupart des certificats de propriété foncière étant détenus par des hommes, accroissant ainsi leur vulnérabilité.

[Les carrières qui parsèment les terres Chepang détruisent les forêts](#), déstabilisent les flancs de collines et polluent les rivières, aggravant les risques d'inondations et de glissements de terrain dans tout le massif du Mahabharat. Les témoignages des communautés décrivent des pans de montagne qui s'effondrent autour des habitations et des champs, tandis que des sources secondaires confirment l'absence de mesures d'atténuation ou de suivi efficaces, malgré que les entreprises minières affirment

que des évaluations écologiques sont en place.

Les projets miniers mettent également en danger le patrimoine culturel. À Kalika-9, les habitants ont alerté que la mine de Supar menace le fort historique de Upardang Gadi ainsi que le temple d'Ichchhakamana voisin. De tels dégâts ont une résonance profonde, les sites sacrés étant étroitement liés à l'identité et à la spiritualité Chepang.

Ensemble, ces mines forment une image cohérente : celle d'autorisations accordées sans CLIP, de sites environnementaux et du patrimoine culturel en danger, et de communautés Chepang ne récoltant que les débris du développement.

Résistance communautaire : défendre les terres et la vie

Malgré l'adversité, les Chepang refusent de rester silencieux. Ils ont organisé des manifestations, installé des blocages routiers et se sont engagés dans des actions en justice pour défendre leurs terres. D'après des entretiens avec des leaders locaux, en 2024, des leaders communautaires ont arrêté des camions transportant des pierres provenant du lit de la rivière Manahari. Ils ont indiqué que la police les a réprimés, arrêtant plusieurs leaders – un rappel brutal des dangers auxquels font face les défenseurs et défenseuses autochtones au Népal.

Les femmes de la communauté avec qui nous nous sommes entretenus ont indiqué que des villages Chepang entiers menaçaient d'être déplacés. Des manifestations ont finalement imposé la suspension des opérations, même si on ignore encore si celle-ci est définitive.

Les témoignages recueillis pendant ces visites de terrain révèlent la résilience des personnes qui résistent. Une femme de 65 ans expliquait comment sa famille a perdu ses terres agricoles et ses sources d'eau, les forçant à partir : « La poussière rend la respiration difficile, et l'eau qui reste n'est plus potable ni utilisable pour l'agriculture. Cela a engendré de sérieux problèmes sociaux et sanitaires. »

Malgré les intimidations, les Chepang ont remporté des victoires partielles. Dans le Chitwan, les manifestations ont poussé les autorités à suspendre les opérations de la mine de Supar/Starline. Dans le Dhading, les habitants poursuivent leurs batailles juridiques pour tenir Shree Kumari Mata comme responsable. À travers la région, les femmes leaders font porter leur voix, réclamant la reconnaissance des droits fonciers, la protection de leur héritage culturel et une réelle participation à la prise de décision.

Lors de sa septième assemblée nationale centrale, qui s'est tenue en janvier 2024,

L'Association Népal Chepang a appelé à une plus grande collaboration entre les organisations communautaires, les ONG et les ONG internationales actives dans les régions Chepang. L'assemblée a insisté que toute institution prévoyant d'opérer dans les villages Chepang doit obtenir au préalable l'autorisation de l'Association. Ce mécanisme à voie unique a pour but de garantir un engagement participatif et responsabilisé dans les initiatives futures, tout en assurant la supervision des acteurs externes travaillant avec les communautés Chepang.

Le rassemblement a également souligné la nécessité d'aller de l'avant avec la déclaration antérieure du gouvernement provincial de Bagmati visant à **établir des zones protégées Chepang** dans les districts de Chitwan, Makwanpur et Dhading.

Ces luttes connectent les Chepang aux mouvements de résistance autochtones du monde entier, des femmes amazoniennes défendant leurs forêts face à l'exploitation pétrolière, aux communautés s'opposant à l'industrie minière destructrice en Afrique. Leurs demandes sont claires : l'arrêt des projets en l'absence de CLIP, la responsabilité des entreprises et des gouvernements, et la reconnaissance de la gestion autochtone comme étant essentielle pour répondre aux objectifs relatifs au climat et à la biodiversité. ■

Panneau « Entrée interdite » à l'entrée de la mine (à gauche), femme indigène Chepang dans sa maison (à droite). **NAFAN**



